

2017

# PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

JANVIER-DÉCEMBRE 2017

NOV 2016

MALI



POPULATION  
TOTALE

18,3M

PERSONNES DANS LE  
BESOIN

3,7M

PERSONNES  
CIBLÉES

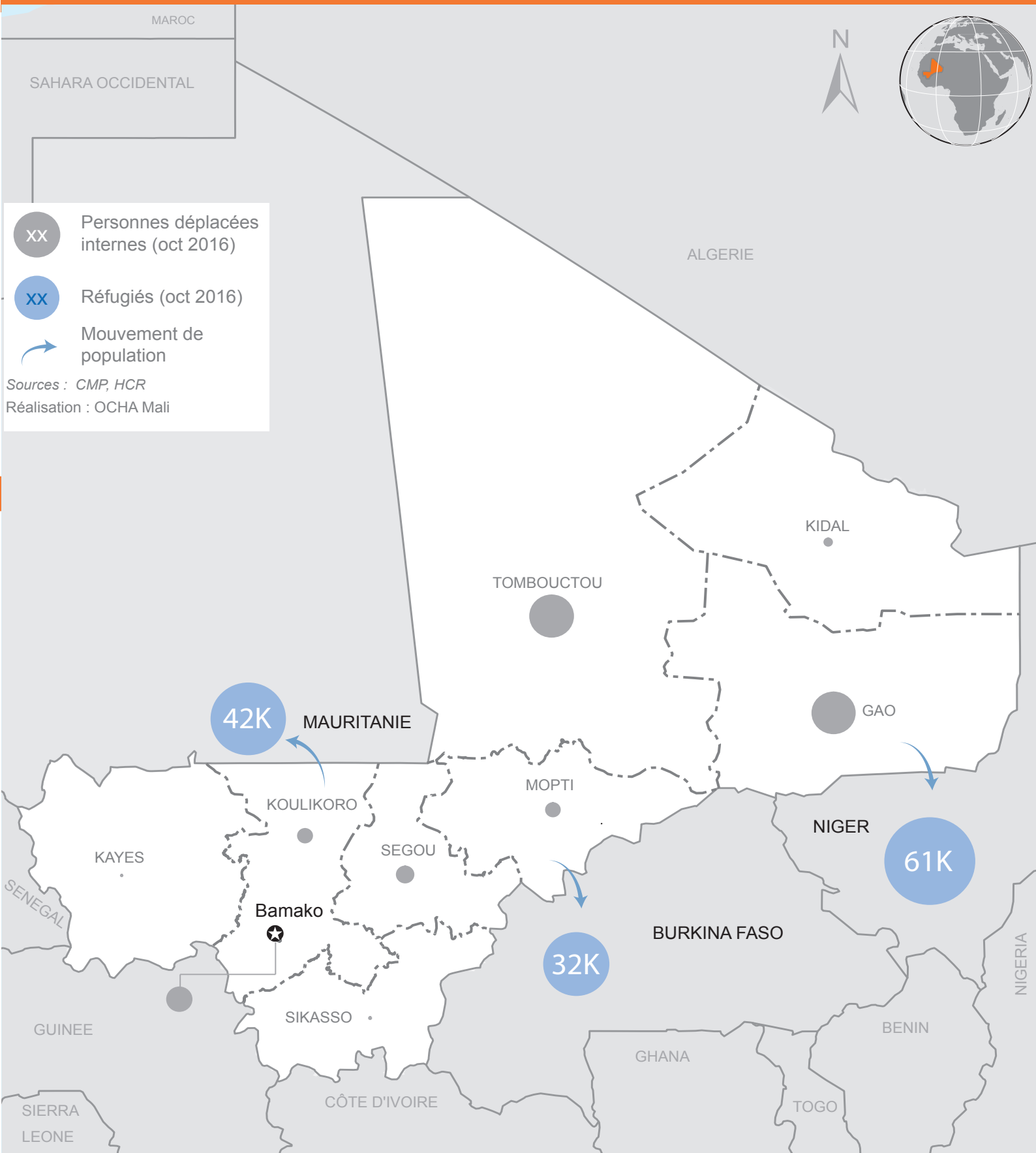
1,36M

FONDS REQUIS EN  
USD

293M

# PARTENAIRES  
HUMANITAIRES

131



Les limites administratives indiquées sur la présente carte ne prennent pas en compte le nouveau découpage administratif (Loi N°2012-018 du 15 février 2012) dont l'application est entrée en vigueur le 19 janvier 2016. Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

# TABLE DES MATIÈRES

## PARTIE I: STRATÉGIE DU PAYS

Préface par la Coordinatrice humanitaire .....	04
Le plan de réponse humanitaire en un coup d'oeil .....	05
Aperçu de la crise .....	06
Objectifs stratégiques .....	10
Stratégie de la réponse .....	11
Capacité opérationnelle .....	14
Accès humanitaire .....	15
Suivi de la réponse .....	17
Résumé des besoins, cibles et budgets .....	18

## PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPERATIONNELS

Abris et Biens Non-Alimentaires .....	20
Eau, Hygiène & Assainissement (EHA) .....	21
Éducation .....	23
Nutrition .....	24
Protection .....	25
Relèvement Précoce .....	26
Santé .....	27
Sécurité alimentaire .....	28
Coordination et Services Communs .....	29
Guide du donateur .....	30

## PARTIE III: ANNEXES

Objectifs, indicateurs et cibles .....	32
Organisations participantes et besoins budgétaires ....	35
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées.....	36
Et si ? ... on n'apporte pas de réponse .....	37

## PRÉFACE PAR

LA COORDONNATRICE  
HUMANITAIRE

Les conséquences de la crise politico-sécuritaire qui sévit au Mali depuis 2012 continuent à entraver l'accès des populations aux services sociaux de base et l'accès des humanitaires dans certaines zones. Malgré les efforts du gouvernement et des partenaires humanitaires, les besoins humanitaires ont augmenté dans plusieurs secteurs. Le nombre de personnes dans le besoin est estimé à 3,7 millions en 2017. Parmi celles-ci, environ 3,53 millions de personnes, soit 19% de la population malienne, sont en situation d'insécurité alimentaire.

La signature de l'accord de paix et de réconciliation en juin 2015, suivie de la mise en place des autorités intérimaires dont le processus est en cours, sont des avancées significatives pour la stabilisation du pays et le retour vers une paix durable. Elles ont permis de réduire les affrontements entre les mouvements armés d'une part et entre les FAMA et les mouvements armés d'autre part. Cependant, les heurts entre ces mouvements armés signataires de l'accord de paix ainsi que des attaques contre les forces de l'ordre, continuent avec des conséquences importantes sur la protection des civils et parfois sur l'accès des organisations humanitaires aux populations ayant besoin de l'aide, occasionnant la suspension de l'assistance humanitaire par endroits. Aussi, les conflits intercommunautaires notamment dans certaines parties des régions du nord et du centre, la présence de groupes radicaux et des actes de terrorisme au centre du pays constituent une menace pour la sécurité des populations.

En dépit des incidents sécuritaires en majorité des actes de banditisme et de criminalité dont les travailleurs humanitaires sont victimes dans les régions du nord et du centre du pays, et malgré le faible niveau de financement du plan de réponse humanitaire 2016, l'aide continue d'être acheminée aux populations vulnérables. Néanmoins, le manque de financement a empêché la communauté humanitaire de couvrir tous les besoins des populations en 2016, tout comme les années précédentes. Cela a eu un impact négatif sur la réponse aux urgences, ainsi que sur l'accès régulier aux services sociaux de base.

En 2016, la communauté humanitaire cherchait à mobiliser 354 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires identifiés, notamment dans les secteurs de la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la nutrition, la sécurité alimentaire, la protection, l'éducation, l'abri et les biens non alimentaires, ainsi que

le relèvement précoce, au bénéfice de la résilience des populations touchées par la crise. Toutefois, seuls 36% des fonds requis ont pu être mobilisés à la mi-novembre 2016<sup>1</sup>, un taux qui confirme la baisse du niveau de financement des appels de fonds depuis 2013. Ainsi, les différents appels de fonds sur les quatre dernières années (de 2013 à 2016) ont respectivement été financés à hauteur de 56%, 50%, 35% et 36%.

En 2017, 293 millions de dollars seront nécessaires pour mettre en œuvre la réponse humanitaire qui ciblera 1,36 million de personnes sur un total de 3,7 millions de personnes dans le besoin. Ce chiffre a augmenté par rapport à 2016 où la cible était d'un million de personnes sur un total de 2,5 millions dans le besoin.

Par ailleurs, il est à noter que depuis trois ans le plan de réponse humanitaire du Mali s'inscrit dans une approche régionale développée pour l'ensemble des pays du Sahel. Cette approche permet de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance nécessaire à leur survie, de soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs, ainsi que de recueillir et d'analyser des données sur les risques et les vulnérabilités pour améliorer la programmation humanitaire et de développement.

La conjugaison des efforts du gouvernement malien, de la communauté internationale et des acteurs humanitaires présents au Mali ne fera pas défaut, j'en suis sûre. Je réitère mes encouragements aux acteurs humanitaires, qui font tout leur possible pour sauver les vies des personnes dans le besoin dans un environnement sécuritaire volatile et complexe. Je rappelle que les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance opérationnelle doivent être respectés et préservés pour garantir un accès sans entrave et en sécurité aux personnes dans le besoin, afin que l'espoir puisse renaître au sein de la population malienne dans son ensemble.

1. FTS : Financial Tracking Service : <https://fts.unocha.org>



## LE PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

# EN UN COUP D'OEIL

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 1



Apporter une assistance humanitaire aux personnes

les plus vulnérables (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le nord, le centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature.

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 2



Renforcer l'accès des personnes vulnérables

aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.

### OBJECTIF STRATÉGIQUE 3



Renforcer les moyens de subsistance et la capacité

de résilience des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

### PERS. DANS LE BESOIN



3,7M

### PERSONNES CIBLÉES



1,36M

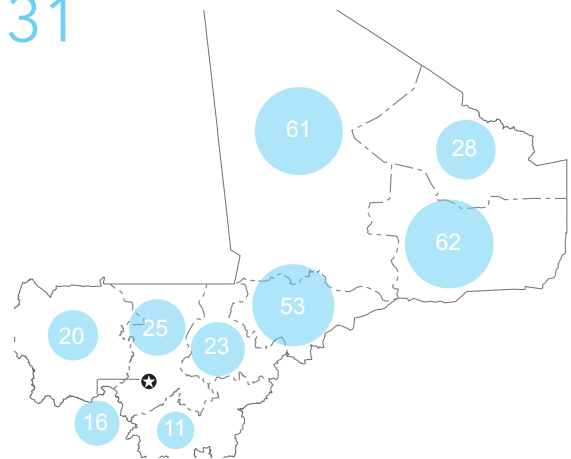
### FONDS REQUIS (US\$)



\$293M

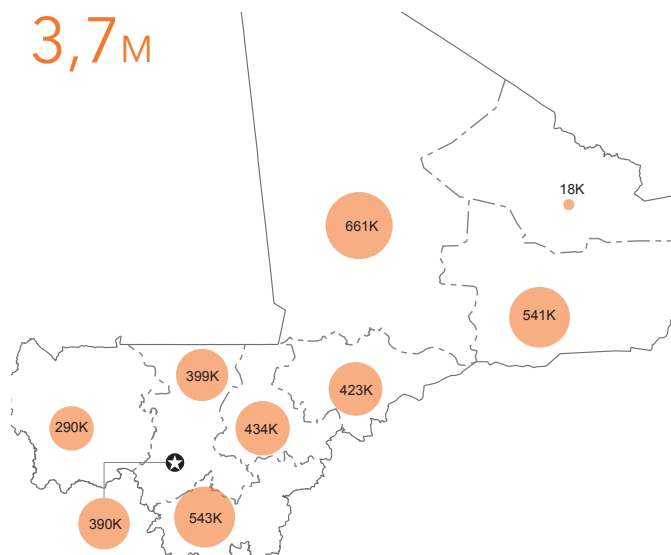
### PRÉSENCE OPÉRATIONNELLE : NOMBRE DE PARTENAIRES

131



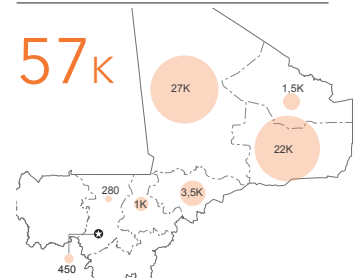
### PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE

3,7M



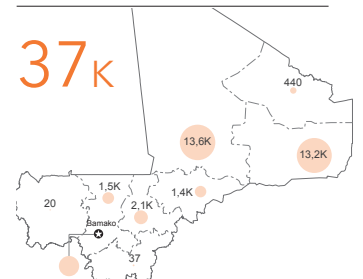
### RAPATRIÉS

57K

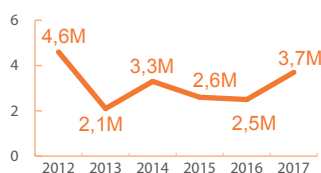


### PERS. DEPLACÉES INTERNES

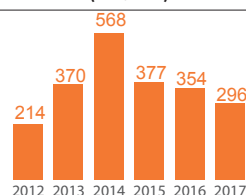
37K



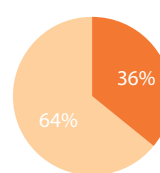
### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN



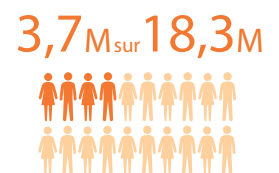
### ÉVOLUTION DE LA DEMANDE DE FINANCEMENT (M \$ US)



### TAUX DE FINANCEMENT DU HRP 2016 (15 NOV 2016)



### PERSONNES DANS LE BESOIN SUR POPULATION TOTALE



## APERÇU DE

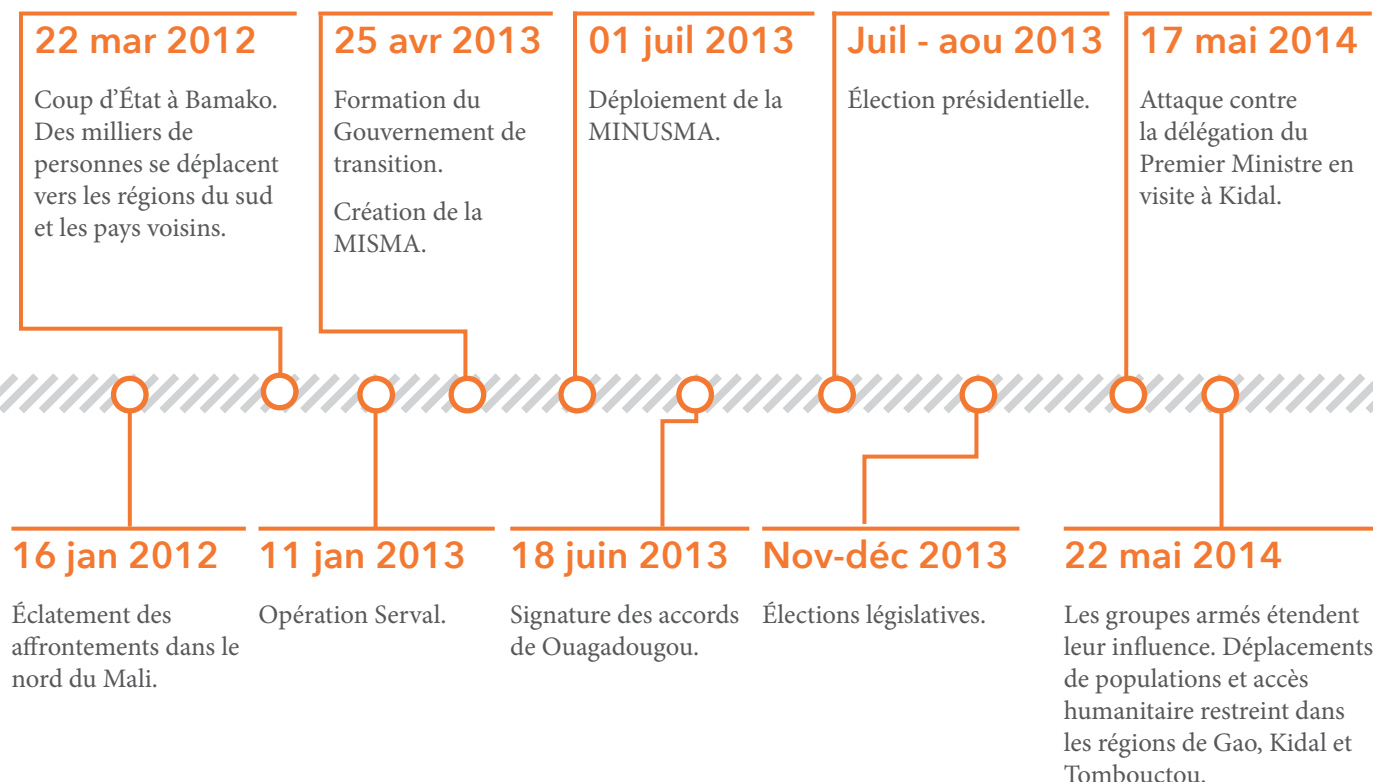
## LA CRISE

La population malienne est estimée à 18 341 000 personnes, dont 47,2% vivent sous le seuil de pauvreté (*moins de 2 \$ US par jour*). Le conflit armé et le coup d'État en 2012 ont fragilisé l'Etat malien et les populations civiles, déjà éprouvées par les crises alimentaires et nutritionnelles antérieures. Les conséquences politiques et sécuritaires difficiles de cette crise ont touché principalement les régions du nord, mais aussi celles du centre et du sud.

La crise de 2012 a entraîné le déplacement de plus de 500 000 personnes à l'intérieur et à l'extérieur du Mali. Bien que l'intervention Serval et la tenue de l'élection présidentielle en 2013 aient permis la reprise des régions occupées et le retour à l'ordre constitutionnel, la situation est demeurée instable dans le nord et le centre du pays, en raison du banditisme et des affrontements entre groupes armés, et parfois entre groupes armés et Forces armées maliennes (FAMA). En 2014, l'opération Barkhane a succédé à l'opération Serval et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) s'est installée dans le pays.






La signature de l'accord de paix, en 2015, a permis de réduire les affrontements entre les FAMA et les mouvements armés. Cependant, des heurts entre ces mouvements armés signataires de l'accord de paix ont continué, avec des conséquences importantes sur la protection des civils. En outre, les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'accord sur le terrain (présence encore limitée des forces de l'ordre,

## CHRONOLOGIE DE LA CRISE



difficultés d'organisation de patrouilles mixtes et de mise en place des autorités intérimaires...) ont un impact sur la sécurité des populations dans les régions de Gao, Ménaka, Tombouctou et Kidal, où les attaques directes contre les civils sont fréquentes. Par ailleurs, les conflits inter et intracommunautaires, liés notamment à la gestion des terres et des ressources naturelles ou à l'appartenance ethnique, constituent des risques de protection pour les populations.

#### PROBLÈMES CLÉS

-  Persistance de l'insécurité
-  Situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante
-  Pénuries d'eau
-  Catastrophes naturelles
-  Non scolarisation et déscolarisation

## Conséquences de la situation sécuritaire sur les populations civiles

### • Déplacements de populations

**Au total, 36 690<sup>1</sup> personnes (dont 24% de femmes et 54% d'enfants) sont encore déplacées au Mali**, et de nouveaux cas de déplacements ont été enregistrés tout au long de l'année 2016. En février notamment, **2 280 PDI** ont été enregistrées en raison de conflits intercommunautaires à Ménaka<sup>2</sup>, et **1 025 personnes ont fui Kidal du fait d'affrontements entre mouvements armés<sup>3</sup>**.

Les PDI qui trouvent refuge dans des sites peu habités ont rarement accès aux infrastructures d'approvisionnement en eau potable et utilisent de l'eau parfois impropre à la consommation, source de problèmes sanitaires. **Quant aux populations déplacées** au sud du pays, elles vivent dans des conditions difficiles (sources de revenu rares, accès limité au logement...) et peinent à trouver des solutions durables<sup>4</sup>.

1. Rapport CMP, 13 octobre 2016 : <http://bit.ly/2fjGknP>

2. SitRep DTM N10, 24 février 2016 : <http://bit.ly/2elkrQM>

3. SitRep DTM N12, 04 août 2016 : <http://bit.ly/2fORR2M>

4. IDMC, Mali. Recherche continue de solutions durables, 19 mai 2016 : <http://bit.ly/2fWSjv0>

**13 juil 2014**

Opération Serval remplacée par l'opération régionale Barkhane.

**27 avr 2015**

Attaques dans les régions de Tombouctou, Gao et Mopti avec le déplacement de plus de 60 000 personnes, dont environ 51 000 dans la région de Tombouctou.

**Juin 2015**

Signature de l'accord de paix et de réconciliation par la CMA.

**20 nov 2015**

Attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako.

**18 avr 2016**

Manifestation violente à l'aéroport de Kidal ayant fait 3 morts et la fermeture de l'aéroport.

**24 juil 2014**

Signature d'une feuille de route -- processus d'Alger.

**14 mai 2015**

Signature de l'accord de paix par le Gouvernement et les groupes armés (sauf la CMA). Les PDI regagnent progressivement leurs lieux d'origine.

**14 oct 2015**

Signature de cessez le feu entre groupes armés (CMA et Plateforme.

**30 jan 2016**

Reouverture de l'aérodrome de Kidal après environ une année de fermeture.

**21 juil 2016**

Conflit entre groupes armés.

Par ailleurs, au 13 octobre 2016, 134 817 Maliens étaient réfugiés dans les pays limitrophes, contre 136 772 à la même période en 2015. **Le faible taux de retour en dépit de la signature de l'accord de paix s'explique notamment par l'instabilité des conditions sécuritaires. Ainsi, depuis le début de la crise, 56 729 rapatriés<sup>5</sup> ont été enregistrés par l'UNHCR et le gouvernement malien, tandis que l'UNHCR prévoit le retour de 10 500 rapatriés en 2017.**

Les rapatriés retrouvent bien souvent leurs sites laissés à l'abandon et ont des besoins importants en matière d'accès à l'abri ou à l'eau potable (nombre de puits ont tari). Les acteurs humanitaires ont ainsi pu constater la fréquence des cas de maladies diarrhéiques chez les enfants, liées à la consommation d'eau impropre, et d'infections respiratoires dues aux mauvaises conditions d'abri<sup>6</sup>. Par ailleurs, les populations rapatriées sont principalement des nomades dont les moyens de subsistance proviennent de l'élevage. Or les sites de retour sont la plupart du temps isolés, et l'accès aux marchés souvent entravé par l'insécurité et le banditisme.

D'autre part, depuis le début de la crise, **474 231 PDI ont regagné leurs zones d'origine**, essentiellement les régions de Gao, Tombouctou, Taoudéni, Ménaka et Kidal. Cependant, les besoins en matière d'accès aux services sociaux de base restent importants dans ces régions.

- **Accès limité aux services sociaux de base**

**On estime que 1,2 million de personnes ont besoin d'appui dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement.** Dans la région de Kidal notamment, la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable est absente depuis mai 2014 et la recrudescence des branchements anarchiques nuit à l'approvisionnement en eau des populations<sup>7</sup>. En 2016, plusieurs localités, notamment dans la région de Tombouctou, ont connu des tarissements de leurs ressources en eau.

**La crise a également affecté le fonctionnement des structures de santé.** Ainsi, l'accès aux soins pour 1,4 million de personnes<sup>8</sup> est compromis, les rendant

plus vulnérables aux épidémies et maladies. L'offre de soins demeure limitée dans l'ensemble du pays, particulièrement à Kidal où 22 des 32 structures de santé existantes sont non fonctionnelles.

**Le conflit a par ailleurs fortement entravé le droit des filles et des garçons à l'éducation.** Il est estimé que 32% des écoles fondamentales situées dans les 65 communes affectées par la crise sécuritaire restent non fonctionnelles. La fermeture des écoles, combinée à l'absence de 346 enseignants titulaires, a entraîné l'augmentation du nombre d'enfants déscolarisés ou non scolarisés, ainsi qu'une surcharge des salles de classe des écoles restées ouvertes<sup>9</sup>.

- **Insécurité alimentaire et crises nutritionnelles**

Au Mali, comme dans les autres pays du Sahel, l'insécurité alimentaire continue d'être un problème majeur et les crises nutritionnelles nécessitent une prise en charge immédiate. Selon les résultats du cadre harmonisé, **19% de la population (soit 3 529 000<sup>10</sup> personnes) est en situation d'insécurité alimentaire, dont 485 600 personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère.** Les taux de Malnutrition Aigüe Globale (MAG) et de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) sont respectivement de 10,7% et 2,1%, dépassant les seuils d'alerte de 10 et 2% fixés par l'OMS.

- **Vulnérabilité aux épidémies et aux catastrophes naturelles**

Le Mali est régulièrement sujet à des catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations. En 2016, plus de 18 000 personnes ont été affectées par les inondations, 2 400 maisons se sont écroulées et 15 personnes sont décédées. L'Outil de Prédiction des Inondations dans la Delta Intérieur du Niger (OPIDIN) prévoit des risques élevés d'inondation pour 2016<sup>11</sup> en raison de la montée exceptionnelle du niveau du fleuve Niger : plus de 60 000 personnes<sup>12</sup> seraient à risque d'inondation sur l'ensemble du territoire.

5. Rapport Commission Mouvements de Populations, 13 octobre 2016

6. Evaluation rapide à Amanidani, cercle de Niafounké (Tombouctou), Croix Rouge malienne, Care, Save the Children, 22 janvier 2016

7. CICR, Département Eau et Habitat : Rapport de la situation d'eau à Kidal, p.3, mai 2016

8. OCHA, Aperçu des besoins humanitaires 2017, octobre 2016 : <http://bit.ly/2fC421C>

9. Enquête HeRams sur la disponibilité des structures de santé, 2016

10. Résultat du Cadre Harmonisé, novembre 2016 : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali/document/cadre-harmonise%C3%A9-fiche-de-communication-de-novembre-2016>

11. OPIDIN, Niveau du Fleuve Niger, Bulletin 4, 24 août 2016 : <http://fscluster.org/mali/document/niveau-du-fleuve-niger-opidin>

12. Etude du Programme REACH (ONG ACTED et IMPACT Initiatives avec le soutien d'UNITAR/UNOSAT) en partenariat avec la Direction Générale de la Protection Civile du Mali (DGPC), mai 2014.



	2017											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Analyse des causes de la malnutrition - région de Tombouctou												
Enquête CAP												
Enquête ENSAN												
Cadre harmonisé -- analyse de la situation projetée pour la période de soudure												
Pic de la méningite												
Période des épizooties												
Période de soudure pastorale												
Période de transhumance vers les plaines exondées												
Saison des pluies												
Fin de l'année scolaire												
Période de soudure												
Enquête SMART												
Pic de malnutrition												
Période des inondations avec risque d'épidémie de choléra												
Pic du paludisme												
Menace de criquets pèlerins												
Enquête ENSAN												
Rentrée scolaire												
Période des récoltes												
Saison sèche												
Période de transhumance vers les plaines inondées												

## OBJECTIFS

## STRATÉGIQUES

Le plan de réponse humanitaire (HRP) Mali fait partie intégrante du plan de réponse régional Sahel qui a identifié, pour 2017, les objectifs stratégiques suivants pour les pays de la bande sahélienne :



1

**Sauver des vies**

Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur

survie.



2

**Renforcer la résilience**

Soutenir les populations vulnérables à mieux faire face aux chocs en répondant aux signaux d'alerte de manière anticipée, réduisant la durée du relèvement post-crise et renforçant les capacités des acteurs nationaux.



3

**Analyser les risques et vulnérabilités**

Recueillir les données sur les risques et les vulnérabilités, les analyser et intégrer les résultats dans la programmation humanitaire et de développement.

**Déclinaison des objectifs stratégiques sur le Mali**

Dans le cadre de ces objectifs et au regard des besoins prioritaires identifiés, le plan de réponse humanitaire Mali 2017 se propose de :

**1. Apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables** (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le nord du Mali, le centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature.

**2. Renforcer l'accès des personnes vulnérables aux services de base** (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.

**3. Renforcer les moyens de subsistance et la capacité de résilience** des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

## STRATÉGIE DE

## RÉPONSE

La crise qu'a connue le Mali, combinée à son faible indice de développement humain (179/188 pays), freinent les efforts visant à améliorer le niveau de vie des populations. Dans ce contexte, la planification humanitaire 2017-2019 mettra l'accent non seulement sur la réponse d'urgence, mais aussi sur la recherche de solutions durables. Elle ciblera principalement les populations les plus vulnérables, en tenant compte de l'évolution du contexte politique et sécuritaire et de la capacité d'intervention des acteurs sur le terrain. En parallèle, dans une optique d'appui à la résilience, cette réponse s'alignera sur les interventions prévues par le gouvernement du Mali et ses partenaires de développement, sans oublier les facteurs communs au Sahel que sont l'extrême pauvreté, le changement climatique, la croissance démographique et l'extrémisme violent.

**Pour 2017, les interventions des acteurs ont été planifiées autour des scénarii suivants :**

**1. Continuation de la tension politique mais restauration progressive de l'autorité de l'Etat dans le nord**

Les avancées escomptées quant à la mise en œuvre de l'accord de paix n'ont pas été atteintes et des affrontements entre les parties à l'accord ont été enregistrés au cours de l'année 2016. Toutefois une entente pour la mise en œuvre de l'accord, y compris le déploiement des autorités intérimaires, a été signée, de même que des initiatives pour le démarrage du Mécanisme Opérationnel de Coordination (le MOC), et des patrouilles mixtes sont en cours. Ainsi, une amélioration de l'accès humanitaire peut être envisagée en 2017.

**2. Persistance d'une situation sécuritaire volatile, particulièrement au nord et à certains postes frontaliers**

Le retard du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), la présence limitée des forces de l'ordre dans certaines zones et la libre circulation des armes de petit calibre laissent prévoir la persistance d'une situation sécuritaire volatile. Celle-ci risque d'impacter les populations et leurs biens (violations de droits y compris atteintes à la vie, dysfonctionnement des marchés, pertes de moyens de subsistance des ménages), le respect de l'espace humanitaire (ciblage du personnel, vol d'équipements, accès limité à certaines zones...), ainsi que l'accès des populations aux services sociaux de base (écoles, centres de santé, etc.).

**3. Mouvements de retour des populations vers le nord**

Les avancées obtenues dans le cadre de l'accord de paix, notamment la mise en place d'autorités intérimaires et

la restauration d'une relative stabilité dans les grandes agglomérations, permettent de présager un retour des PDI mais aussi des rapatriés dans leurs zones d'origine, comme cela a déjà été observé en 2016. L'UNHCR prévoit le retour de 10 500 rapatriés en 2017.

**4. Persistance des vulnérabilités des populations**

**Bien que la transition de l'humanitaire vers le développement soit engagée dans certaines zones où les actions menées dans certains secteurs ont pourvu aux nécessités les plus urgentes<sup>1</sup>, la vulnérabilité des populations reste importante, notamment en matière de sécurité alimentaire ou de nutrition.** Ceci pourrait s'expliquer par une situation socioéconomique qui demeure difficile, combinée à l'impact de la crise sur les populations, l'accès limité aux services sociaux

POINTS CLÉS



Lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition.



Renforcer la réponse aux urgences sanitaires.



Une réponse axée sur la protection de l'enfance et la lutte contre les inégalités.

1. Par exemple les initiatives de reconstruction d'écoles et de structures sanitaires financées par la Banque mondiale dans les régions de Gao et Ménaka

de base, ainsi qu'aux conséquences du changement climatique (réduction/irrégularité de la pluviométrie, réduction des ressources en eau particulièrement pendant la saison sèche).

### 5. Autres hypothèses de planification

Les interventions devront tenir compte de la situation particulièrement vulnérable des femmes et des jeunes, notamment dans les régions du sud et du centre où de nouveaux groupes armés, non associés au processus de paix, ont été créés. Les études relèvent, d'une part, un lien entre le chômage et l'implication des jeunes dans les groupes armés, et d'autre part une volonté de se protéger et de protéger sa famille, face à l'absence perçue de l'Etat<sup>2</sup>. Une réflexion sur la place, le rôle et les pratiques de l'Etat devrait donc accompagner le retour des services étatiques. D'autre part, le plan de réponse humanitaire devra intégrer des programmes socioéconomiques prenant en compte les besoins des femmes et des filles (également utilisées par les groupes armés notamment comme informatrices, cuisinières, ou lavandières).

### Nombre de personnes dans le besoin et cibles

**Les besoins humanitaires au Mali sont encore très importants** : selon l'aperçu des besoins humanitaires 2017 (HNO<sup>3</sup>), **3,7 millions de personnes seront dans le besoin en 2017**. Ce chiffre est supérieur à celui de l'année 2016 (2,5 millions). Compte tenu des hypothèses de planification énoncées et de la capacité opérationnelle des partenaires, **ce plan de réponse humanitaire cible 1,36 million de personnes, soit 37% des personnes considérées dans le besoin**. La réponse sera axée sur les points suivants.

### Lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition

Des mécanismes de préparation aux urgences permettront d'assister en priorité les personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition aiguë, par la distribution de denrées alimentaires. Par la suite, les actions s'orienteront à recouvrir les moyens de subsistance à travers un appui à l'agriculture, l'élevage et la pêche, et appuieront des projets de résilience, ciblant notamment les communautés victimes des inondations. Enfin, des activités de prévention et de dépistage de la malnutrition, des mécanismes d'alerte précoce ou encore des programmes de supplémentation alimentaire et de promotion des pratiques familiales essentielles, seront mis en œuvre.

### Renforcer la réponse aux urgences sanitaires

En appui aux directions techniques de l'État, les systèmes de surveillance, de prévention, d'alerte et de riposte aux maladies à potentiel épidémique (choléra, méningite, paludisme, rougeole, etc.) seront renforcés. Il s'agira aussi de fournir aux personnes vulnérables un accès aux kits essentiels de soins de santé primaires et au Paquet Minimum d'Activités (PMA), en y intégrant les kits permettant de traiter les victimes de violences

basées sur le genre (VBG). De plus, des paquets EHA d'urgence seront distribués, et les infrastructures d'accès à l'eau potable seront améliorées.

### Une réponse axée sur l'enfance et la lutte contre les inégalités liées au genre.

L'une des priorités sera l'appui au système éducatif pour la réintégration des enfants non-scolarisés ou déscolarisés, notamment à travers la réouverture d'écoles, la formation du personnel éducatif, la mise en place de programmes d'apprentissage alternatifs et la fourniture de matériel scolaire. Par ailleurs, des activités de protection de l'enfance seront réalisées, y compris celles visant à contrer le recrutement des enfants par les groupes armés ou à promouvoir l'enregistrement des naissances. Enfin, la réponse prendra en compte les questions liées au genre et une attention particulière sera portée aux besoins spécifiques des femmes et des filles, afin de maximiser l'impact des projets pour toute la communauté. Ainsi, les efforts déployés en 2016, notamment pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité liée à la participation des femmes au processus de paix, seront poursuivis et accompagnés de programmes d'autonomisation de ces dernières.

### Une assistance multisectorielle pour les plus vulnérables

Les personnes les plus vulnérables parmi les populations déplacées, retournées et rapatriées, ainsi que parmi les communautés hôtes, recevront une assistance multisectorielle. Celle-ci mettra particulièrement l'accent sur les enfants, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées. Bien que la stratégie de réponse couvre tout le pays, les actions cibleront en priorité les régions du nord (Gao, Kidal, Tombouctou, Ménaka et Taoudéni) mais aussi le centre (Mopti), qui a été particulièrement affecté en 2016 et qui reste un sujet de préoccupation majeur.

### Considération de mise en œuvre

Les acteurs humanitaires continueront à plaider auprès des forces de sécurité nationales et de la MINUSMA, notamment à travers les **mécanismes de coordination civilo-militaire, pour la sécurisation des axes routiers ; l'utilisation des vols humanitaires sera toutefois privilégiée** dans les zones où l'accès demeure difficile, afin d'étendre l'espace humanitaire.

**L'aide sera délivrée selon les principes humanitaires fondamentaux** – humanité, neutralité, impartialité et indépendance – et selon la sévérité des besoins et le degré de vulnérabilité des personnes affectées. **Toutefois, en raison de l'insécurité qui prévaut dans les zones ciblées, l'accès humanitaire devra s'adapter aux évolutions des conditions sécuritaires**. Il sera primordial d'intervenir rapidement dans les zones jusque-là inaccessibles dès qu'elles seront sécurisées, afin d'assister les personnes vulnérables et d'apporter des résultats concrets aux attentes des communautés. L'impact des actions dans ces zones pourrait **créer une dynamique positive permettant d'obtenir un accès progressif à d'autres zones difficilement accessibles**.

2. Institut d'études de sécurité, Jeunes « djihadistes » au Mali : guidés par la foi ou par les circonstances ? [http://sites.clas.ufl.edu/sahelresearch/files/ISSA\\_jeunes-djihadistes\\_aoc3%BBt2016.pdf](http://sites.clas.ufl.edu/sahelresearch/files/ISSA_jeunes-djihadistes_aoc3%BBt2016.pdf), p.5

3. OCHA, Aperçu des besoins humanitaires 2017, octobre 2016 : <http://bit.ly/2fz0CMI>

**Dans la perspective de la sortie de crise, la stratégie misera sur le dialogue** avec les communautés affectées, les autorités locales, les leaders communautaires et religieux, mais aussi les groupes armés dans le but de sensibiliser les populations et de **favoriser l'acceptation des humanitaires**, particulièrement dans les zones d'insécurité.

### **Une réponse en appui au gouvernement et cordonnée avec l'ensemble des acteurs**

La réponse humanitaire viendra en appui aux plans du gouvernement malien, entre autres le plan de reconstruction du nord pour la mise en œuvre des accords de paix et le plan de développement du nord lancé par la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Islamique dans le cadre de la Mission d'Évaluation Conjointe (MIEC). Elle tiendra également compte des diverses stratégies sectorielles, y compris des plans de développement (notamment le UNDAF+), pour une **transition vers la multiplication des initiatives de développement à long terme**.

**La coordination des actions sera essentielle** pour éviter la duplication des efforts et maximiser l'impact de la réponse, notamment dans les zones nouvellement accessibles. Pour ce faire, sous le leadership de la Coordinatrice Humanitaire, OCHA assurera la coordination de manière stratégique, à travers différents mécanismes – notamment, au niveau national, le Groupe de Coordination Inter-clusters (ICCG) et l'Équipe Humanitaire Pays (EHP). Au niveau des régions et des secteurs, OCHA assurera la coordination au travers

des Groupes inter-agences de coordination (GIAC), groupes sectoriels (clusters), ainsi que des points focaux humanitaires désignés dans les zones où OCHA n'est pas présent. Les progrès seront évalués au long de l'année grâce au cadre de suivi de la réponse, qui permettra de guider la prise de décisions et d'ajuster la réponse à la situation observée.

### **Redevabilité et communication avec les communautés**

Les acteurs humanitaires accorderont une attention particulière à la **redevabilité envers les personnes affectées et à la communication avec les communautés**, dans l'optique d'améliorer continuellement l'assistance en fonction des besoins exprimés par celles-ci. Cette redevabilité des organisations humanitaires envers les bénéficiaires est cruciale et permettra d'assurer des interventions adaptées aux réalités locales.

Enfin, le **groupe de travail sur les transferts monétaires** continuera d'explorer, en étroite collaboration avec les différents secteurs, les opportunités d'utiliser ce mécanisme de distribution de l'aide afin d'optimiser les interventions.



## CAPACITÉ

## OPÉRATIONNELLE

La communauté humanitaire présente au Mali inclut un vaste réseau d'organisations internationales, régionales et nationales qui ont les capacités de préparation à l'urgence, d'évaluation des besoins humanitaires et d'organisation de la réponse à ces besoins.

Outre les agences des Nations Unies, 65 organisations non gouvernementales (ONG) internationales et 38 ONG nationales sont actuellement engagées dans la réponse humanitaire. A ces organisations s'ajoutent évidemment le gouvernement et les services publics de base, ainsi que les associations, mouvements et fondations. Les ONG nationales et internationales jouent un rôle crucial pour atteindre les populations dans le besoin dans certaines régions peu accessibles en raison de l'insécurité, Kidal demeurant la région la plus difficilement accessible.

Les partenaires humanitaires nationaux et internationaux

concentrent leurs actions dans les régions du nord et de Mopti<sup>11</sup>.

La capacité opérationnelle n'est pas basée uniquement sur le nombre de partenaires actifs au Mali, mais dépend également des ressources humaines et financières disponibles pour les partenaires humanitaires et de leur accès aux zones où une réponse est nécessaire.

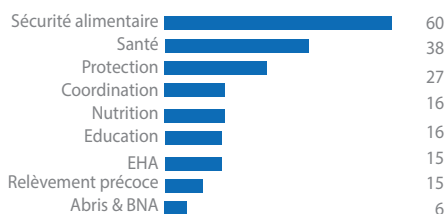
<sup>11</sup> Données tirées du 3W (« Qui fait quoi, où ») sur la base des informations fournies par les partenaires humanitaires au Mali et actifs au sein des clusters, octobre 2016.

## # DE PARTENAIRES HUMANITAIRES

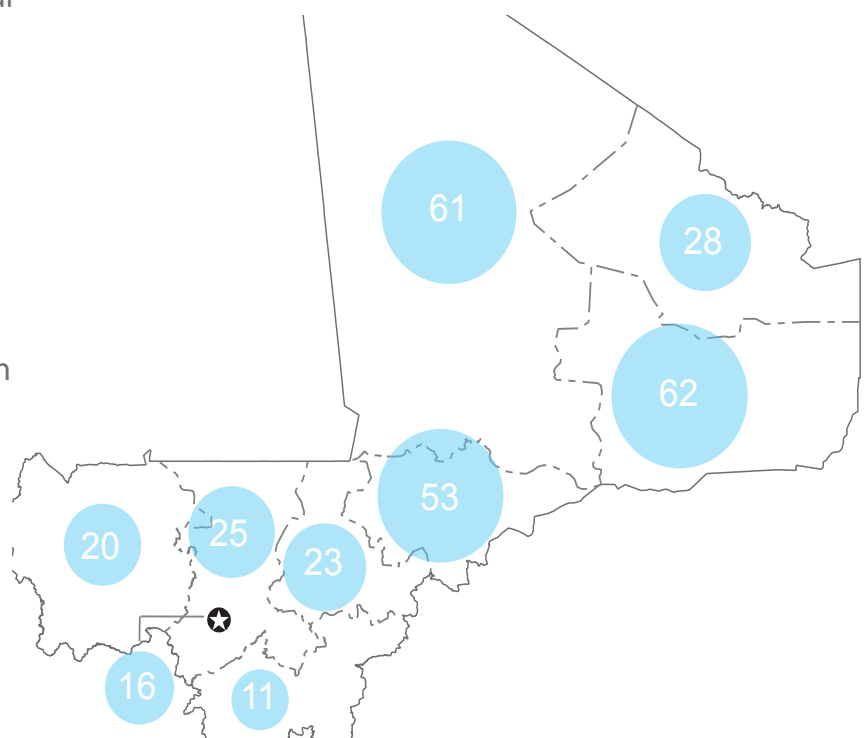
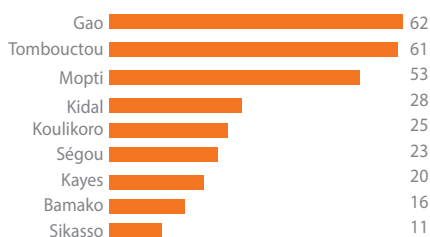
131

Octobre 2016

## Nombre d'organisations par secteur



## Nombre d'organisations par région



## ACCÈS

## HUMANITAIRE

L'accès aux services sociaux de base demeure un défi. Avec la poursuite des menaces contre les agents de l'Etat dans les régions de Mopti et Ségou, certaines écoles et les structures sanitaires de ces régions restent fermées.

Le manque d'investissement auprès des infrastructures publiques, tels que les puits et les générateurs, continue de limiter l'accès à l'eau. Avec une nappe d'eau en déclin rapide dans les régions du nord, cela privera la population d'eau potable s'il n'y a pas une réponse adéquate.

L'insécurité en hausse, ainsi que le faible niveau de financement du HRP 2016, ont considérablement entravé le déploiement des organisations qui fournissent une assistance humanitaire aux populations du nord. Particulièrement à Kidal, le 18 avril 2016, une manifestation a entraîné la perte de vies et la destruction de l'aérodrome qui venait d'être réhabilité. Depuis la réouverture de l'aérodrome de Kidal, le 5 février 2016, 181 personnes ont voyagé à/de Kidal en utilisant des vols humanitaires. Suite à la fermeture de l'aéroport le 18 avril, le mouvement des personnels techniques qualifiés a été fortement affecté. Actuellement la plupart des organisations humanitaires opérant dans la région utilisent des sous-traitants pour transporter les approvisionnements par la route. **L'insécurité continuera à limiter le mouvement des humanitaires en 2017.**

De janvier à septembre 2016, **33 contraintes<sup>1</sup>** d'accès ont été enregistrées contre les humanitaires au Mali. Les contraintes rapportées touchent principalement les régions du Nord (Tombouctou, Gao, Ménaka et Kidal) ainsi que la région de Mopti. Plus de la moitié des incidents ont eu lieu dans les régions de Gao et Ménaka (58%).

Les tensions intercommunautaires connues en 2016 à Ménaka ont diminué, alors que les tensions de longue date à Mopti se

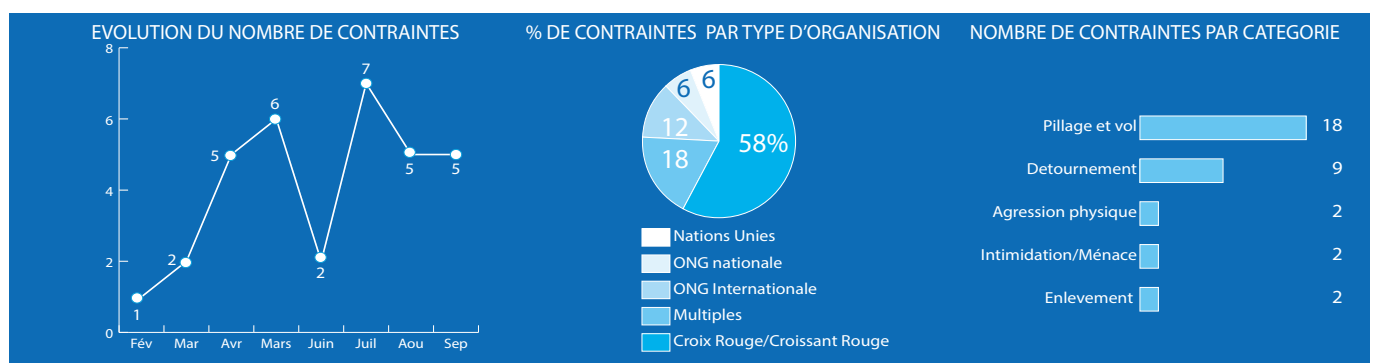
sont intensifiées en raison de problèmes de gestion des terres, de la prévalence des armes de petit calibre, et de la présence de groupes armés. Ces tensions avec des affrontements intercommunautaires ont temporairement empêché les humanitaires d'atteindre certaines zones du pays. Aussi, à noter une tendance inquiétante de mouvements continus des groupes armés dans les régions du nord et du centre du Mali. Au niveau stratégique, l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) a mis en place un groupe de travail, à Bamako et dans les régions, et un plan d'action accès qui se concentre sur l'analyse, le plaidoyer et la mise en place de mesures concrètes permettant d'améliorer l'accès et de préserver l'espace humanitaire. L'Équipe Humanitaire Pays, en juin 2016, a adopté une position commune sur l'utilisation des escortes armées comme dernier recours.

L'augmentation des activités des groupes armés devrait se poursuivre en 2017 si la mise en œuvre du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), ainsi que l'opérationnalisation des patrouilles mixtes ne sont pas accélérées. Cela peut poser ainsi des défis additionnels pour le mouvement des organisations humanitaires dans les zones prioritaires.

### # CONTRAINTES D'ACCÈS RAPPORTÉES EN 2016 (AU 30/09/16)

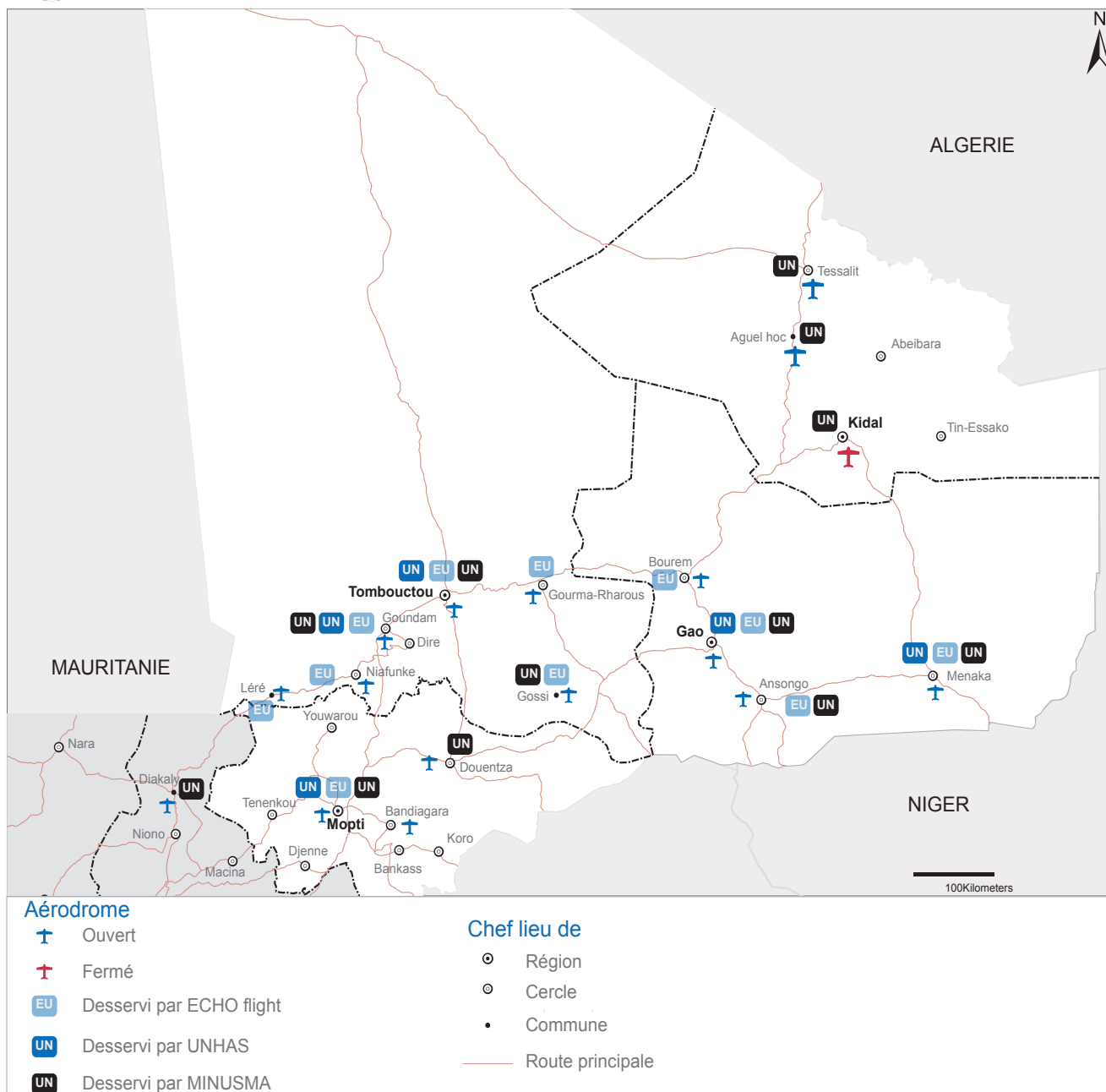
# 33

1. OCHA, Access Monitoring and Reporting Framework, 09 septembre 2016. Les données se basent sur les informations rapportées à OCHA. L'absence d'informations sur certaines zones ne signifie pas nécessairement une absence de contraintes d'accès.





Mali : Cartographie des aérodrômes au centre et au nord du pays (octobre 2016)



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.



## SUIVI DE LA

## RÉPONSE

Dans son engagement pour un suivi du Plan de Réponse Humanitaire (PRH), l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) supervisera la mise en œuvre du cadre de suivi de la réponse humanitaire.

Ce cadre, développé par le Groupe de Coordination Inter-clusters (ICCG) et approuvé par l'EHP, définit clairement ce qui sera suivi, comment et à quelle fréquence, et identifie les responsabilités pour le suivi et l'analyse. Il est un outil opérationnel permettant à l'EHP et aux groupes sectoriels de mettre en œuvre des activités de suivi.

Le cadre de suivi fournit à la Coordinatrice Humanitaire et à l'EHP des données et une analyse solide pour guider la prise de décisions afin de renforcer la réponse humanitaire, combler les lacunes et adapter le PRH selon les besoins. Ce cadre vise aussi à renforcer la redevabilité de la communauté humanitaire à l'égard des populations touchées et des partenaires locaux au Mali.

### Étendue du cadre de suivi de la réponse

Les objectifs stratégiques, les objectifs sectoriels/clusters et les activités du PRH sont suivis grâce à des indicateurs, des références de base (baselines) et des cibles permettant d'évaluer les progrès accomplis au cours de l'année. Quant aux contributions financières, elles sont suivies par le Service de suivi financier (Financial Tracking Service, FTS).

Différents acteurs sont responsables de suivre et de rapporter les progrès de la réponse humanitaire selon les critères du Cadre de suivi. Les objectifs stratégiques sont suivis par l'ICCG ; les objectifs des clusters sont suivis par les coordonnateurs des clusters/secteurs ; et les activités sont suivies par les organisations indépendantes membres des clusters, et collectées

par les coordonnateurs de clusters/secteurs. Par ailleurs, les clusters s'engagent à assurer le suivi de la réponse humanitaire à travers la mobilisation de ressources humaines et financières.

### Calendrier pour la présentation des rapports

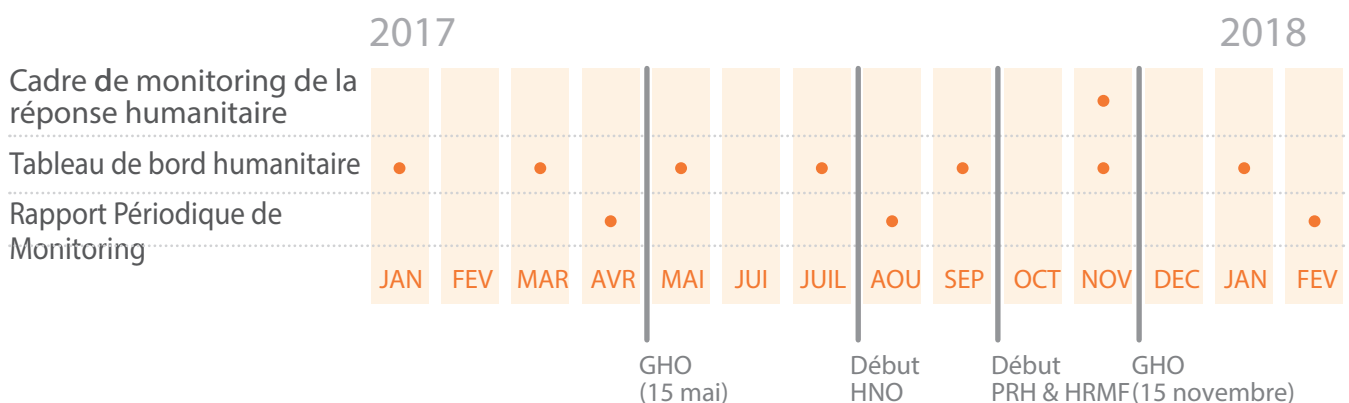
En 2016, deux Rapports Périodiques de Monitoring (RPM), des tableaux de bord humanitaires trimestriels et un rapport annuel seront produits.

Les RPM présenteront les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs stratégiques, les difficultés rencontrées pour atteindre les cibles définies, l'évolution de la situation, une analyse financière et des recommandations pour la suite. Chaque cluster examinera les progrès quant à ses objectifs, l'évolution de la situation et les difficultés spécifiques rencontrées, et produira des recommandations pour combler les lacunes de la réponse.

Les tableaux de bord humanitaires présenteront des informations sur la réponse humanitaire, les besoins et les lacunes au niveau du pays, sous forme graphique.

Les données et les informations contenues dans les RPM et les tableaux de bord humanitaires contribueront également à l'élaboration de l'aperçu de la situation humanitaire globale (Global Humanitarian Overview, GHO) et, le cas échéant, aux révisions de l'aperçu des besoins humanitaires et du plan de réponse humanitaire dans le pays.

### CALENDRIER DES RAPPORTS PRÉVUS POUR 2017



RÉSUMÉ DES

# BESOINS, CIBLES ET BUDGETS

PERSONNES DANS LE BESOIN



PERSONNES CIBLÉES



BUDGET (US\$)










18

	TOTAL		PAR STATUT			PAR SEXE & AGE			REQUIS
	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	PDI (personnes déplacées internes)	Personnes rapatriées et retournées	Autres	% Femme	%Enfant   Adulte   Personnes âgées	Financement (millions de \$)	
Abris et BNA <sup>1</sup>	0,32M	0,10M	4K	73K	22K	50%	56   41   3%	13M	
Coordination	-	-	-	-	-	-	-	14,8M	
EHA <sup>2</sup>	1,20M	0,86M	33K	334K	493K	50%	56   41   3%	28,5M	
Education	0,22M	0,20M	12K	33K	159K	51%	99   01   0%	35M	
Nutrition	0,85M	0,66M	8,1K	132K	522K	58%	87   14%	58M	
Protection	0,59M	0,59M	33K	526K	33K	52%	54   42   4%	30,8M	
Relèvement précoce	2,12M	0,6M	33K	-	567K	50%	56   41   3%	7M	
Santé	1,37M	1,1M	33K	474K	588K	51%	75   22   3%	11,9M	
Sécurité alimentaire	3,53M	0,7M	10K	90K	600K	50%	56   41   3%	93,5M	
<b>Total</b>	<b>3,7 M<sup>4</sup></b>	<b>1,36M</b>	<b>33K</b>	<b>526K</b>	<b>801K</b>	<b>52%</b>	<b>67   30   3%</b>	<b>293M</b>	

1- Biens non alimentaires 2- Eau Hygiène et Assainissement 3- Enfants (< 18 ans) | Adultes (18 - 59 ans) | Personnes âgées(> 59 ans) 4- Il s'agit de la somme des personnes par région (voir HNO).

# PARTIE II: PLANS DE RÉPONSE OPÉRATIONNELS

-  Abris et Bien Non-Alimentaires
-  Eau, Hygiène & Assainissement (EHA)
-  Éducation
-  Nutrition
-  Protection
-  Relèvement Précoce
-  Santé
-  Sécurité Alimentaire
-  Coordination et Services Communs



## PERS. DANS LE BESOIN


**317<sub>K</sub>**

## PERSONNES CIBLÉES


**100<sub>K</sub>**

## FONDS REQUIS (US\$)


**13,1<sub>M</sub>**

## # DE PARTENAIRES


**6**

## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES 1 :

**1** Assurer une réponse abris/NFI coordonnée et efficace à toutes les populations vulnérables dans les 4 régions affectées par le conflit.

EN LIEN AVEC OS 1



## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES 2 :

**2** Fournir aux populations affectées par le déplacement, suite au conflit ou aux inondations, les moyens leur permettant de mieux résister aux chocs par le prépositionnement des stocks.

EN LIEN AVEC OS 2



## ABRIS &amp; BIENS NON ALIMENTAIRES 3 :

**3** Assurer la collecte et l'analyse des données sur les conditions d'accès à l'abri et BNA, dans les zones de retour, pour mieux répondre aux besoins.

EN LIEN AVEC OS 3



## CONTACT

**Jean Ruberintwari**
 Coordonnateur, Cluster  
Abris & BNA

[abrisclustermali@gmail.com](mailto:abrisclustermali@gmail.com)

## ABRIS ET BIENS

## NON ALIMENTAIRES

## Antécédents

Les déplacements de populations engendrés par la crise ont considérablement accru la vulnérabilité des populations maliennes affectées, s'ajoutant à la pauvreté chronique et aux divers chocs subis par le pays depuis plusieurs années (inondations, sécheresses, malnutrition, hausse des prix, insécurité alimentaire, etc.). Le manque d'opportunités d'emploi entraîne une pauvreté toujours plus accrue des retournés et résidents, qui impacte les conditions de vie des ménages et leurs moyens de subsistance.

Malgré la persistance de l'insécurité dans certaines zones du nord du pays, on observe un retour progressif des personnes réfugiées et déplacées. Ces populations retournées et celles d'accueil sont confrontées à des difficultés de recouvrer leur habitation d'antan et continuent de dépendre de l'aide humanitaire.

Face à ces conséquences humanitaires, le cluster Abris/NFI<sup>1</sup> (Non Food Items) mène depuis 2013 des programmes dans les régions du nord. Ceux-ci visent à faciliter l'accès au logement des personnes vulnérables qui, à leur retour chez elles, se retrouvent dans l'incapacité de reconstruire leur maison, ainsi qu'à reconstituer les biens ménagers volés ou vieilliss.

Pour offrir des conditions de vie décentes à ces ménages, il est crucial que ces retournés disposent d'un appui à la reconstruction de leur maison et en kits NFI, sans oublier les personnes victimes de catastrophes naturelles, telles les inondations, qui font également partie des personnes affectées et nécessitent une assistance en abris et NFI. Selon les informations disponibles au 24 août 2016, OPIDIN estime que le niveau total de l'inondation en 2016 sera extrêmement plus élevé que les dix dernières années.

## Réponse humanitaire

Compte tenu des ressources et de la capacité d'intervention limitées du cluster, la réponse se traduira en 2017 par :

- La fourniture de 1 500 kits abris d'urgence et de 5 000 kits NFI aux nouvelles PDI, déplacées suite aux conflits intercommunautaires ou aux inondations ;
- La construction ou la réhabilitation de 1 850 abris durables et de 16 000 kits NFI aux populations retournées dans leur localité d'origine ;
- La fourniture de 850 kits abris traditionnels pour les populations nomades et semi-nomades.

Par ailleurs, les 18 000 personnes victimes des inondations de 2016 recevront l'appui nécessaire en 2017, de même que les populations qui pourraient être touchées par la crue du fleuve, et qui sont estimées à environ 30 000 personnes.

En plus des distributions de kits, le cluster assurera la collecte et l'analyse des données sur les conditions d'accès à l'abri et aux biens non alimentaires, dans les zones de retour comme de déplacement, dans le but de mieux répondre aux besoins.

Le pré-positionnement des stocks sera également un axe important d'intervention en 2017. Il s'agira de fournir aux populations affectées par le conflit ou les inondations les moyens leur permettant de mieux résister à ces chocs, en pré-positionnant des stocks d'abris et de biens non alimentaires dans les localités les plus susceptibles d'être touchées.

Dans sa stratégie globale d'intervention, le cluster Abris/NFI coordonnera ses activités avec les autres secteurs pertinents comme l'Eau, Hygiène et Assainissement, la Protection et la Sécurité alimentaire, dans les six régions affectées par la crise (Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudéni, Kidal et Mopti).

1. Biens non alimentaires



## PERS. DANS LE BESOIN


**1,2M**

## PERSONNES CIBLÉES


**859K**

## BUDGET (US\$)


**28,5M**

## # DE PARTENAIRES


**14**

## EHA OBJECTIF 1 :

**1** Renforcer la priorisation des axes et zones d'interventions des acteurs humanitaires à travers une analyse continue des besoins humanitaires.

EN LIEN AVEC OS1



## EHA OBJECTIF 2 :

**2** Améliorer l'accès des populations aux infrastructures WASH, notamment l'accès à une source d'eau potable des populations victimes du conflit et celles des zones touchées par les crises saisonnières d'eau en raison du baisse du niveau de la nappe et de la pression du bétail.

EN LIEN AVEC OS2



## EHA OBJECTIF 3 :

**3** Améliorer les mécanismes de réponse permettant de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance WASH coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité.

EN LIEN AVEC OS3



## CONTACT

**Kakou Arsene Batcho**  
Coordonnateur, Cluster  
EHA

kabatcho@unicef.org

## EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

## Stratégie de la réponse

La réponse sera développée suivant trois axes stratégiques intégrant les questions liées aux effets du changement climatique, qui sont à l'origine des crises saisonnières et récurrentes d'accès à l'eau, ainsi que l'impact de la crise politico-sécuritaire. La compréhension des problèmes structurels et chroniques en matière d'accès à l'eau et aux infrastructures d'assainissement familiales et institutionnelles, aidera au plaidoyer pour une synergie d'action avec les acteurs de développement. Le cluster vise à assurer l'accès des populations-cibles à une source d'eau potable, mais aussi un accès à une source d'eau pour le bétail afin de limiter la concurrence entre les différents usages de l'eau dans les zones pastorales. La stratégie permettra aussi d'améliorer en temps réel les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations victimes d'inondations ou d'épidémies de choléra, et des communautés à fort taux de malnutrition aiguë sévère.

### 1. Renforcer la priorisation des axes et zones d'intervention des acteurs humanitaires à travers une analyse continue des besoins humanitaires

Pour améliorer la qualité de l'analyse des besoins, le cluster harmonisera ses formats d'évaluation avec des données-clés à collecter, mettra en place un mécanisme de suivi et centralisation des différentes évaluations réalisées par ses membres, et organisera des analyses régulières des besoins en lien avec des crises ponctuelles, afin d'adapter au mieux la réponse aux besoins réels des populations vulnérables.

### 2. Améliorer l'accès des populations aux infrastructures EHA, notamment l'accès à une source d'eau potable des populations victimes du conflit et celles des zones touchées par les crises saisonnières d'eau en raison de la baisse du niveau de la nappe et de la pression du bétail

En 2016 plusieurs localités des régions de Gao, Kidal, Mopti, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou ont fait face à une crise majeure d'eau ayant entraîné des mouvements de populations et des pertes de bétail. De plus, la volatilité de la situation sécuritaire rend difficile la mise en œuvre de programmes de développement d'envergure pouvant permettre d'améliorer l'accès à l'eau dans

ces régions. Pour pallier ces difficultés, les interventions du cluster intégreront des actions de renforcement de la résilience des populations à travers la réalisation et la remise en état d'infrastructures d'accès à l'eau et l'assainissement, ainsi que la redynamisation des systèmes communautaires de gestion des infrastructures afin d'en améliorer la durabilité. Des actions de prévention, de réduction des risques et de préparation de la réponse aux épidémies de choléra, aux inondations et à la malnutrition seront mises en place, de même que des actions de renforcement des capacités des services étatiques et des ONGs nationales.

### 3. Améliorer les mécanismes de réponse permettant de fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance EHA coordonnée et adaptée à leur vulnérabilité

Les mécanismes régionaux de coordination seront renforcés en vue d'améliorer la préparation et la réponse rapide aux crises soudaines. Les membres du Cluster pré-positionneront des stocks de contingence dans certaines localités à risque de catastrophes naturelles ou d'affrontements entre groupes armés entraînant des mouvements de populations. Ce mécanisme permettra de fournir un paquet EHA d'urgence dans les situations d'inondation, de malnutrition aiguë sévère, d'épidémie ou de déplacements massifs de populations.

### Les aspects transversaux

Les partenaires de mise en œuvre travailleront en collaboration avec les services techniques, les collectivités et les communautés au niveau régional et local. Des consultations régulières seront organisées avec les différents groupes de la communauté afin de prendre en compte les questions liées à la protection et au genre. Ainsi, par-delà la séparation genre des latrines collectives et aires de lavage, le choix de l'emplacement et le design des infrastructures collectives d'eau potable et d'assainissement prendront en compte les menaces et risques de protection des femmes, filles et garçons. Par ailleurs le cluster coordonnera ses interventions avec celles planifiées par le gouvernement dans le cadre du Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDA-RN) et du Programme Sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA), ainsi les autres clusters.



## PERS. DANS LE BESOIN

220k

## PERSONNES CIBLÉES

204k

## BUDGET (US\$)

35,1M

## # DE PARTENAIRES

26

## ÉDUCATION OBJECTIF 1 :

**1** Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles.

EN LIEN AVEC OS1

## ÉDUCATION OBJECTIF 2 :

**2** Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur.

EN LIEN AVEC OS2

## ÉDUCATION OBJECTIF 3 :

**3** Disposer d'une analyse approfondie des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et du personnel éducatif vivant dans les régions affectées par la crise sécuritaire

EN LIEN AVEC OS3

## ÉDUCATION

## Stratégie de la réponse

Le cluster Education s'efforcera d'assurer l'accès à des offres éducatives formelles et non-formelles de qualité aux enfants affectés par les différentes crises qui sévissent actuellement au Mali. La stratégie d'intervention d'urgence prend appui sur les trois axes sous mentionnés et sera mise en œuvre selon une approche différenciée tenant en compte les spécificités des régions du sud confrontées aux risques de catastrophes naturelles et celles du nord et centre du pays, directement affectées par la crise sécuritaire. En 2017, la stratégie du cluster s'articulera autour des trois axes suivants :

- 1. Disposer d'une analyse approfondie des besoins éducatifs des enfants (3-18 ans) et du personnel éducatif vivant dans les régions affectées par la crise sécuritaire**
- 2. Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur**
- 3. Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles**

Afin d'assurer que la stratégie du cluster se base sur des données fiables et à jour, un système de remontée d'information sera mis en place dans toutes les régions affectées par la crise sécuritaire. Les capacités des partenaires humanitaires et des services déconcentrés de l'Etat seront renforcées dans la conduite d'évaluations des besoins et la gestion d'information en situation d'urgence. Par ailleurs, des évaluations approfondies seront menées dans toutes les communes prioritaires du cluster afin d'assurer une identification des gaps et des lacunes de la réponse humanitaire, et de mieux informer la priorisation des interventions à mener.

- 2. Améliorer l'accès des filles et des garçons (3-15 ans) affectés par la crise sécuritaire à des apprentissages formels et non-formels de qualité dans un environnement sain et protecteur**

Les activités prévues ont pour objectif de promouvoir la réouverture et le bon fonctionnement des écoles dans les zones directement affectées par la crise sécuritaire, à travers des activités de mobilisation communautaire, un appui en matériel et fournitures scolaires, ainsi que la réhabilitation des salles de classe et la mise en place d'espaces d'apprentissage temporaire afin d'améliorer la capacité d'accueil de ces structures. Par ailleurs, le cluster vise à fournir des offres éducatives non-formelles et informelles adaptées aux enfants non-scolarisés et

déscolarisés du fait de la crise sécuritaire, via des programmes d'apprentissage accéléré, la formation professionnelle et la mise en place d'offres éducatives à base communautaire. Les capacités des enseignants et animateurs des écoles/centres éducatifs ciblés seront renforcées à travers la formation sur des thématiques d'urgence (appui psychosocial, éducation à la paix et la cohésion sociale) et la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage interactif par audio. Le cluster poursuivra également ses efforts sur la promotion de l'éducation à la paix, la cohésion sociale, l'alimentation scolaire, et l'accès des jeunes enfants aux activités d'éveil et de développement.

- 3. Renforcer les capacités de préparation aux situations d'urgence dans le secteur de l'éducation, y compris la préparation des écoles aux catastrophes naturelles**

Le cluster Education se focalisera sur le renforcement des capacités des services déconcentrés de l'Etat et des acteurs communautaires de l'école dans les régions affectées par le conflit, les catastrophes naturelles et les épidémies. La mise en place de Cellules d'Urgence au niveau central et régional permettra au Ministère de l'Éducation Nationale de mieux anticiper et de répondre aux crises existantes et éventuelles. Au niveau communautaire, l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action communautaires permettra de minimiser les risques pour les écoles exposées aux catastrophes naturelles ou aux effets de la crise sécuritaire dans les régions du nord et du centre du Mali.

## Synergie avec les divers partenaires de l'éducation

Toutes les interventions seront mises en œuvre en synergie avec le sous-cluster Protection de l'enfance ainsi que les clusters Eau, Hygiène et Assainissement et Relèvement précoce. Les activités s'aligneront sur la stratégie de réponse du Ministère de l'Éducation Nationale exprimée dans le programme d'urgence Éducation pour tous, financé par le Partenariat mondial pour l'éducation, et sur le plan intérimaire qui s'étendra sur la période 2015-2017.

## CONTACT

Joa Keis

Coordonnateur

jkeis@unicef.org



## PERS. DANS LE BESOIN



## PERSONNES CIBLÉES



## BUDGET (US\$)



## # DE PARTENAIRES



## NUTRITION OBJECTIF 1 :

- 1** Dépister et prendre en charge les cas de malnutrition aiguë.
- EN LIEN AVEC OS1

## NUTRITION OBJECTIF 2 :

- 2** Prévenir la malnutrition dans la population à risque.
- EN LIEN AVEC OS2

## NUTRITION OBJECTIF 3 :

- 3** Surveiller la situation nutritionnelle à travers la communauté et le système d'information sanitaire et renforcer la coordination intersectorielle.
- EN LIEN AVEC OS3

## CONTACT

**Claude Chigangu**

Coordonnateur, Cluster Nutrition

bchigangu@unicef.org

## NUTRITION

## Cadre de réponse et bénéficiaires ciblés

La stratégie de réponse envisagée par le cluster Nutrition se focalisera sur les groupes les plus vulnérables, constitués par les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Ainsi, en tenant compte des capacités opérationnelles et des facteurs limitant l'accès à certaines zones, le cluster couvrira en 2017 entre 75 et 80% des personnes identifiées comme ayant des besoins nutritionnels urgents, soit un total d'environ 662 000 personnes (sur 852 000). D'autre part, 1 307 structures de santé bénéficieront d'un appui technique pour améliorer la prise en charge de la malnutrition.

Des interventions de prévention et de prise en charge de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) seront exécutées pour apporter une réponse adéquate à la crise nutritionnelle et renforcer la résilience des communautés afin de faire face à des crises futures.

**1. Surveiller la situation nutritionnelle à travers la communauté et le système d'information sanitaire et renforcer la coordination intersectorielle**

Les activités mises en œuvre permettront de renforcer le système de collecte des données de routine et d'enquête, ainsi que leur analyse. Pour ce faire, une enquête nutritionnelle SMART<sup>1</sup> nationale est prévue pendant la période de soudure en 2017, dans les dix régions et le district de Bamako. Le but est d'améliorer la surveillance et la connaissance de la situation nutritionnelle, ainsi que la coordination entre les partenaires intervenant dans le domaine.

**2. Prévenir la malnutrition chez la population à risque**

Les activités viseront à renforcer les capacités de résilience de la population malienne affectée de façon récurrente par des crises nutritionnelles et alimentaires. Plus de 171 278 personnes ciblées par le programme

1. Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluation standardisés des urgences et transitions).

d'alimentation complémentaire de couverture bénéficieront de l'appui du cluster.

**3. Dépister et prendre en charge les cas de malnutrition aiguë**

Les interventions du cluster se focaliseront sur la réduction des risques de mortalité et de morbidité des enfants, ainsi que des femmes enceintes et allaitantes, qui sont atteints de malnutrition aiguë (modérée ou sévère). Plus de 107 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS), 335 000 enfants de 6 à 59 mois souffrant de Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) et 49 000 femmes enceintes et femmes allaitantes (FEFA) souffrant de malnutrition aiguë seront ciblés par ces activités.

**Aspects transversaux**

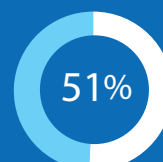
Dans les zones du sud du pays où la situation semble stable, des interventions préventives et curatives décentralisées dans la communauté seront encouragées et mises à l'échelle. Des interventions de nature intersectorielle et transversale seront entreprises avec d'autres secteurs sensibles tels que la Santé, la Protection, l'Éducation, la Sécurité alimentaire ou encore l'Eau, Hygiène et Assainissement.

En 2017, un accent particulier sera mis sur le renforcement des capacités des structures de santé, afin qu'elles puissent consolider l'intégration de la nutrition dans le paquet minimum d'activités. Ceci dans le but d'aboutir à la pérennisation des activités de prise en charge continue de la malnutrition, après le retrait des interventions des organisations humanitaires dans les structures de santé.

Les considérations de sexe et d'âge seront prises en compte de manière transversale dans la mesure de leur impact sur l'état nutritionnel des populations affectées, ainsi que les questions liées à la problématique du VIH/sida et à l'environnement. Certains groupes de population spécifiques, tels que les personnes âgées et les handicapés, feront également l'objet d'une attention particulière.



Femmes Enceintes et Allaitantes auront besoin d'une prise en charge nutritionnelle



Les filles représentent 51% de la cible à assister pour la MAG contre 49% des garçons



107 000

Enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère



## PERS. DANS LE BESOIN


**592k**

## PERSONNES CIBLÉES


**592k**

## BUDGET (US\$)


**30,8M**

## # DE PARTENAIRES


**27**

## PROTECTION OBJECTIF 1 :

**1** Répondre aux besoins immédiats et ponctuels urgents des personnes affectées à travers une assistance holistique.

EN LIEN AVEC OS1 

## PROTECTION OBJECTIF 2 :

**2** Soutenir la stratégie d'autoprotection des personnes affectées et renforcer les capacités des acteurs nationaux pour l'atteinte des solutions durables et un environnement plus favorable à la protection.

EN LIEN AVEC OS2 

## PROTECTION OBJECTIF 3 :

**3** Améliorer l'information sur les risques, les vulnérabilités, les capacités pour mettre en place des actions de mitigation afin de promouvoir le respect des droits fondamentaux des personnes affectées.

EN LIEN AVEC OS3 

## CONTACT

**Matho Nianga Doré**  
Coordonnateur, Cluster  
Protection

doren@unhcr.org

## PROTECTION

La stratégie de réponse du cluster Protection se base sur l'analyse des besoins humanitaires prioritaires faite par le cluster, les résultats atteints ainsi que les principales difficultés enregistrées en 2016. L'approche sera de poursuivre l'identification, la mitigation et la prévention des risques, et d'apporter des réponses aux besoins persistants de protection. Les axes d'intervention prioritaires, résumés par les trois objectifs stratégiques du cluster, seront les suivants :

**Protection de l'enfance**

La stratégie du sous-cluster Protection de l'enfance se situera dans la continuité de 2016 et s'articulera autour du renforcement de l'approche communautaire par rapport à la prévention et à la réponse aux besoins des groupes vulnérables dans les zones affectées par les conflits. La prise en charge psychosociale et la réinsertion socioéconomique des enfants affectés par la crise en général, ainsi que de ceux associés aux groupes armés en particulier, seront des axes prioritaires, surtout dans le cadre du DDR. Un projet de formation professionnelle et/ou de réinsertion scolaire sera développé en faveur des enfants vulnérables qui se trouvent en situation de mobilité pour des raisons sécuritaires, d'apprentissage, économiques ou autres. Ce projet sera mis en œuvre dans les gares, les centres d'accueil pour enfants, les ménages qui les emploient comme domestiques, chez les maîtres coraniques, et chez les employeurs peu scrupuleux. L'amélioration de la documentation et du système d'information sur les cas de protection de l'enfance constituera également un axe d'intervention. Ces mesures de prévention seront soutenues par une prise en charge holistique à travers la mise en place ou le renforcement de mécanismes de référencement, ainsi que de services spécialisés dans l'assistance directe aux enfants. Des sites récréatifs tenus par des animateurs et travailleurs sociaux bien formés, ainsi que des réseaux locaux de protection de l'enfant, seront à disposition pour offrir des activités de soutien psychosocial aux enfants.

**Violences basées sur le genre (VBG)**

La faible couverture des services sociaux de base dans les régions du nord et du centre par les programmes humanitaires de

prévention et réponse aux violences sexuelles basées sur le genre, l'insécurité, la crainte des représailles contre les survivant(e)s et la forte stigmatisation sociale affectent la déclaration des cas. Le renforcement de ces services pour une prise en charge holistique, ainsi que l'accès des personnes survivantes aux services qui sauvent de la vie comme la gestion clinique de viol et le service psychosocial, seront déterminants. La disponibilité des services et des intrants est un facteur-clé qui incite les survivant(e)s à rompre le silence et permet de prévenir des grossesses non désirées, ainsi que d'éviter la transmission du VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Les prestataires de santé et de services psychosociaux seront formés sur l'approche centrée sur les droits de la survivante. Ils seront par ailleurs outillés sur les thématiques-clés comme la gestion clinique de viol, la prise en charge psychosociale et la collecte des données éthiques.

Des mécanismes communautaires jouant un rôle influent, comme les leaders traditionnels et religieux ou les groupements féminins, seront dotés des capacités pour une prévention efficace contre les abus et l'exploitation sexuels. Des messages de plaidoyer seront diffusés sur les conséquences néfastes des VBG. Des systèmes de référencement seront mis en place et diffusés à tous les niveaux. Les acteurs humanitaires seront formés sur les directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire (IASC<sup>1</sup> 2015).

**Lutte antimines humanitaire**

Les activités se poursuivront dans les régions de Tombouctou, Mopti, Gao, Ménaka et Kidal, avec pour objectif de prévenir et de répondre aux risques liés aux restes explosifs de guerre (REG) et aux engins explosifs improvisés (EEI). Les priorités restent la dépollution des zones affectées et les enquêtes non-techniques, ainsi que l'assistance aux victimes et l'éducation aux risques des REG, EEI et armes légères et de petit calibre (ALPC), visant en particulier les personnes déplacées internes, les rapatriés et les enfants – ces derniers représentant plus de 60% des victimes d'engins explosifs depuis 2012. L'accent sera mis sur le renforcement

1. Inter-Agency Standing Committee : <https://interagency-standingcommittee.org/>



des capacités des communautés maliennes et le soutien aux acteurs humanitaires pour permettre de répondre à l'évolution de la situation sécuritaire de façon efficace, et d'intervenir dans les zones difficiles d'accès.

#### **Accès à la justice, à l'état de droit et aux documents d'état civil**

Les activités de prévention et de réponse aux cas de violations graves et abus des droits humains se poursuivront, à travers la documentation et la transmission des cas identifiés aux structures étatiques compétentes. Des sessions de renforcement des capacités seront organisées en faveur du personnel et des auxiliaires de justice, et un appui sera apporté aux structures techniques en vue de soutenir le retour de l'autorité de l'Etat dans les régions du nord et du centre. Parallèlement, des actions de plaidoyer seront menées pour opérationnaliser les mécanismes de justice transitionnelle.

Le cluster cherchera par ailleurs à améliorer l'information, le conseil et le soutien aux populations dans les procédures administratives et judiciaires relatives à l'obtention de la documentation civile. Le partenariat stratégique avec les services techniques spécialisés de l'Etat se poursuivra à travers le plaidoyer ainsi que l'appui multiforme aux structures d'état civil et aux tribunaux, afin d'améliorer le processus de délivrance des documents d'état civil

#### **Monitoring, promotion de la coexistence pacifique et mise en œuvre de solutions durables pour les personnes affectées**

L'attention sera portée sur les mouvements de population, l'identification des victimes d'incidents de protection et l'évaluation de la vulnérabilité de la population. Ainsi, des activités de monitoring de protection en faveur de 592 000 personnes vulnérables (PDI, retournés, rapatriés et population d'accueil) seront mises en œuvre dans les régions de Gao, Tombouctou, Mopti, Ménaka, Kidal et Ségou.

L'accompagnement au retour et à l'installation des personnes déplacées internes et des réfugiés, de même que l'harmonisation des activités de coexistence pacifique ou de gestion et transformation des conflits, seront soutenues par des sessions de formation et de sensibilisation, ainsi que des projets de rapprochement communautaire et de relèvement socio-économique. D'autre part, des mécanismes locaux de protection seront

créés ou redynamisés dans les régions du nord et du centre.

Le plaidoyer et le soutien technique au gouvernement pour l'intégration de la Convention de Kampala dans la législation malienne constituent une priorité du cluster, afin de prévenir le déplacement interne et de préparer les contreparties nationales à la protection et l'assistance aux PDI. Le transfert progressif des responsabilités de coordination sectorielle aux autorités nationales se poursuivra, à travers la mise en œuvre du plan de transition du cluster Protection et le renforcement de capacités des acteurs nationaux, conformément aux directives de l'IASC.

#### **Synergies et aspects transversaux**

L'intégration des principes essentiels de protection par les autres secteurs humanitaires, et la prise en compte des problématiques genre, âge et diversité sont considérées dans la stratégie. Le cluster Protection renforcera sa collaboration avec le gouvernement, les autres secteurs et les structures communautaires en ce qui concerne les domaines de la justice, de la cohésion sociale et de l'accès aux services sociaux de base. La préparation à la transition de l'humanitaire vers le relèvement précoce se fera via le soutien au gouvernement dans le processus de développement du cadre juridique national de protection des personnes déplacées et retournées.



## PERS. DANS LE BESOIN


**2,1M**

## PERSONNES CIBLÉES


**600k**

## BUDGET (US\$)


**7M**

## # DE PARTENAIRES


**10**

## RELÈVEMENT OBJECTIF 1 :

**1** Contribuer à la restauration de l'Autorité de l'Etat.

 EN LIEN AVEC OS2 

## RELÈVEMENT OBJECTIF 2 :

**2** Contribuer au relèvement de l'économie locale

 EN LIEN AVEC OS3 

## RELÈVEMENT OBJECTIF 3 :

**3** Améliorer les services sociaux de base

 EN LIEN AVEC OS3 

## RELÈVEMENT PRÉCOCE

## Stratégie de la réponse

En 2017, la stratégie poursuivie par les partenaires du cluster Relèvement Précoce (CRP) s'inscrit dans des interventions de court et long terme visant à répondre aux besoins immédiats et futurs des populations locales, des PDI et des rapatriés, tout en les préparant à mieux affronter les chocs futurs à travers le renforcement de leur résilience. La réponse aux besoins immédiats permet en effet aux partenaires sur le terrain de jeter également les bases d'interventions à plus long terme, axées sur un cadre de développement durable.

La stratégie répond à l'impératif de prévoir une réponse intégrant à la fois les vulnérabilités courantes, les moyens de subsistance durables et les besoins futurs des populations, dans une double perspective de renforcement des capacités à faire face aux chocs et de développement durable inclusif. Le plan de réponse du CRP s'articule autour des trois objectifs suivants :

**1. Contribuer à restaurer l'autorité et les services de l'État**

En 2017, les interventions porteront sur la restauration de l'autorité de l'Etat, à travers l'appui au redéploiement de l'administration. Cet appui vise à permettre l'amélioration de l'accès à la justice et aux services sociaux de base, le relèvement économique pour ce qui a trait aux emplois des jeunes et des femmes, ainsi que de la cohésion sociale très affectée. Les parties prenantes conduiront des activités de réhabilitation y compris pour les tribunaux, palais de justice, logements des juges, préfets, sous-préfets, préfectures, maisons d'arrêts ou encore commissariats de police. Des formations seront par ailleurs menées pour le personnel administratif de la chaîne pénale. Les zones prioritaires sont les régions de Kidal, Gao et Tombouctou, ainsi que les cercles de Youwarou et Ténenkou dans la région de Mopti.

**2. Appuyer le relèvement économique local**

Les partenaires ont pour objectif de répondre aux besoins de relèvement économique et social des ménages et communautés dans les régions de Kidal, Gao, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou, mais aussi certains cercles de la région de Mopti qui ont été touchés par le conflit ou qui accueillent de nombreux PDIs et

rapatriés (Youwarou, Ténenkou, Bandiagara et Mopti). Les interventions viseront à renforcer les moyens de subsistance affaiblis ou détruits par la crise et les catastrophes naturelles telles que les inondations. Ceci grâce à des formations professionnelles pour les jeunes et à un soutien aux groupements de femmes à travers des activités génératrices de revenus, la microfinance, ou encore la réhabilitation (infrastructures et équipements).

**3. Améliorer les services sociaux de base**

L'appui aux services sociaux de base vise à améliorer l'accès à l'eau potable, la santé et l'éducation en apportant un appui complémentaire à celui des acteurs du domaine de l'urgence. Celui-ci se concentre sur la réhabilitation et l'équipement d'infrastructures hydrauliques de l'assainissement, la formation professionnelle des jeunes rapatriés/PDI pour la gestion et l'entretien de ces infrastructures dans les communautés d'accueil et zones de retour, ainsi que sur la promotion de l'hygiène. Il s'agit enfin de renforcer la cohésion sociale au sein des populations, en se concentrant notamment sur les communautés comprenant des PDI et rapatriés, afin de consolider durablement la paix et la stabilité au niveau local. Les partenaires se concentreront sur la conduite d'activités soutenant la justice transitionnelle et le dialogue intercommunautaires, et sur l'appui à la réinsertion socioéconomique des PDI et rapatriés.

**Impact et synergies**

L'impact de ces activités sur la résilience des populations constituera un élément fondamental de la stratégie du CRP, qui a pour vocation de faire le lien entre l'urgence et le relèvement. L'impact permettra en outre de mieux planifier les futures activités de relèvement sur le court, moyen et long terme. Par ailleurs, le plan de réponse intégrera des interventions sur les aléas climatiques tels que la crue du fleuve Niger et les inondations actuelles, qui ont détruit les moyens d'existence de nombreuses communautés. Le CRP développera des scénarios pour concevoir la réponse la plus appropriée en partenariat et en soutien aux structures gouvernementales, par exemple la Direction Nationale de la Protection Civile et la Direction Nationale du Développement Social.

## CONTACT

**Sigfrido Romeo**

Coordonnateur, Cluster Relèvement précoce

sigfrido.romeo@undp.org



## PERS. DANS LE BESOIN



2M

## PERSONNES CIBLÉES



1M

## BUDGET (US\$)



11,8M

## # DE PARTENAIRES



38

## OBJECTIF SANTÉ 1 :

**1** Améliorer le système de préparation et de riposte aux épidémies et catastrophes.

EN LIEN AVEC OS1

## OBJECTIF SANTÉ 2 :

**2** Augmenter la couverture géographique de l'accès et l'offre des soins aux populations des 17 districts sanitaires.

EN LIEN AVEC OS2

## OBJECTIF SANTÉ 3 :

**3** Renforcer le Système d'information sanitaire au niveau de 17 districts sanitaires..

EN LIEN AVEC OS1

## SANTÉ

## Stratégie de la réponse

En 2017, au regard des besoins identifiés, le cluster Santé concentrera ses efforts sur les éléments suivants :

- Assurer l'accès à un paquet essentiel de soins de santé primaires (curatifs, préventifs et promotionnels) ;
- Renforcer le système de surveillance, d'alerte et de riposte aux maladies à potentiel épidémique (rougeole, choléra, méningite, paludisme....) ;
- Renforcer le système d'informations sanitaires ;
- Détecter et prendre en charge la malnutrition aigüe sévère au niveau des CSCoM (centre de santé communautaire) et CSRéf (centre de santé de référence) ;
- Renforcer les mécanismes de coordination, notamment à travers la mise en place de procédures d'évacuations médicales à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

## Activités prévues

A travers ses 15 partenaires, le cluster Santé se propose de réaliser dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso les activités prioritaires suivantes :

- Renforcer le Paquet minimum d'activités (PMA) en y intégrant le paquet VSBG (Violences sexuelles et basées sur le genre), la santé mentale et la Prévention de la transmission mère-enfant (PTME);
- Assurer la continuité des soins par la prise en charge des handicaps et des maladies chroniques, l'appui aux services de traumatologie d'urgence ainsi que la réhabilitation et rééquipement des structures sanitaires;
- Renforcer le système d'alerte précoce (EWARN) en impliquant davantage les leaders d'opinion et tradithérapeutes
- Renforcer les capacités techniques (RH, SONUC, surveillance épidémiologique...) et institutionnelles, notamment la structure nationale de prise en charge médicale des personnes sans ressources;

- Organiser les soins par les équipes mobiles/soins essentiels communautaires dans les zones faiblement couvertes;
- Rendre disponibles les médicaments et intrants médicaux dans les structures de santé;
- Renforcer le système de référence et contre-référence/évacuation des patients;
- Organiser des séances de vaccination pour les enfants cibles du Programme élargi de vaccination (PEV) dans les 24 districts sanitaires ciblés;
- Elaborer/actualiser les plans de contingence au niveau des 24 districts sanitaires;
- Organiser la riposte aux épidémies.

## Synergie avec les autres acteurs de la santé

Toutes les activités seront menées en étroite collaboration avec les Directions Régionales de la Santé et la Direction Nationale de la Santé. De plus, le cluster Santé adoptera une approche intersectorielle assurant une étroite coordination des interventions avec les différents clusters.

## CONTACT

**Dr. Théodore Yao**  
 Coordonnateur, Cluster Santé  
 yaot@who.int



## PERS. DANS LE BESOIN


**3,53M**

## PERSONNES CIBLÉES


**700k**

## BUDGET (US\$)


**93,5M**

## # DE PARTENAIRES


**60**

## SÉC. ALIM. OBJECTIF 1 :

**1** Fournir aux personnes en situation d'urgence une assistance coordonnée et intégrée, nécessaire à leur survie.

EN LIEN AVEC OS1 

## SEC. ALIM. OBJECTIF 2 :

**2** Soutenir les populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence.

EN LIEN AVEC OS2 

## SÉC. ALIM. OBJECTIF 3 :

**3** Renforcer la capacité des structures et acteurs nationaux pour mieux coordonner les réponses d'urgence et de résilience des populations affectées.

EN LIEN AVEC OS3 

## CONTACT

**Fabien Tallec**  
Coordonnateur, Cluster  
Sécurité Alimentaire

Info.mali@fscluster.org

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En référence au dernier atelier du Cadre Harmonisé (novembre 2016), l'insécurité alimentaire et la malnutrition affecteront 3,53 millions de personnes au Mali pour la période de juin à août 2017. Les efforts des partenaires du cluster sécurité alimentaire se concentreront sur les personnes les plus vulnérables<sup>1</sup>, qu'elles soient autochtones, déplacées, retournées ou rapatriées. Afin d'inscrire cette réponse d'urgence dans une perspective à plus long terme, il est nécessaire de l'intégrer avec des interventions plus structurantes. Ainsi, le cluster oriente sa stratégie autour de trois axes principaux :

### 1. Réponse d'urgence aux besoins alimentaires de base

Ce premier axe est basé sur le ciblage du Cadre Harmonisé (phases 3 et 4). Il vise à répondre aux besoins alimentaires de base des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Les personnes ciblées recevront une assistance alimentaire en nature ou via des programmes de transferts monétaires (argent ou coupon) pour une durée proportionnelle aux besoins identifiés. Dans ce cadre, deux types de réponse seront envisagés, pour distinguer deux types de crises humanitaires :

- Réponse à la soudure agro-pastorale 2017, auprès des populations locales les plus vulnérables, affectées par des productions trop faibles durant la campagne précédente. Cela concerne également les populations riveraines du fleuve Niger et de son affluent, le Bani, dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Ménaka, affectées par les inondations et les trop fortes précipitations de 2016. Selon les zones et le contexte des populations concernées par l'insécurité alimentaire, l'assistance alimentaire saisonnière couvrira la période de soudure pastorale pour les éleveurs vulnérables (entre mars et août) et la soudure agricole pour les agriculteurs (entre juin et octobre) pour les protéger contre les stratégies négatives de survie.

- Réponse aux mouvements de populations du fait du contexte sécuritaire qui reste fragile, non seulement dans le nord mais

aussi dans la partie plus centrale du Mali avec d'importants conflits inter-ethniques. L'assistance alimentaire ciblera en priorité les mouvements récents des populations, qu'elles soient déplacées, rapatriées, retournées ou résidentes.

### 2. Soutien intégré aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition

Ce deuxième axe se base sur les phases 3 et 4 du Cadre Harmonisé et aussi sur une partie des populations en phase 2 « sous pression ». Un tel soutien intégré permet à ces populations de mieux faire face aux chocs agro-climatiques et sécuritaires en renforçant leurs moyens d'existence. Ce deuxième axe stratégique s'inscrit pleinement dans les Priorités Résilience Pays d'AGIR (Alliance Globale pour l'Initiative Résilience), dans une approche intégrée. Cette stratégie est possible grâce au rapprochement et à une coordination intersectorielle avec les clusters Nutrition, Protection et Relèvement précoce. L'éducation nutritionnelle est une composante essentielle de cette intégration. Cette approche inclut également les programmes des filets sociaux et le renforcement des instruments financiers et mutuels de partage des risques : appui à la microfinance, aux caisses de résilience, aux activités génératrices de revenus, etc. Cet axe vise plus globalement à renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables dans une approche intégrée.

### 3. Renforcement de la capacité des acteurs nationaux et structures locales pour faire face aux chocs agro-climatiques

Cela implique aussi de renforcer la synergie humanitaire/gouvernement dans les mécanismes de coordination et d'alerte précoce et de réponse, ainsi que dans le renforcement des capacités des structures décentralisées. Le cluster renforcera ainsi les capacités de coordination, de suivi et de collecte de données des acteurs nationaux, afin qu'ils puissent être en mesure de déclencher des réponses d'urgence en coordination avec les partenaires humanitaires. Ceux-ci s'appuieront sur des mécanismes de coordination existants mais à consolider, comme ceux de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSAN), le Cadre Harmonisé et le Plan National de Réponse (PNR).

1. Le total cumulé des personnes ciblées dans les 7 différentes activités du cluster SA (comptabilisés dans OPS), est de un million de personnes ; une estimation de 300 000 personnes bénéficiant de différentes activités sont déduites pour éviter les doubles comptages ; ce qui donne un ciblage de 700 000 personnes



BUDGET (US\$)



14,8M

# DE PARTENAIRES



131

## CONTACT

**David Cibonga**  
Chargé des Affaires  
Humanitaires

Chef de la Coordination  
Inter-Clusters

cibonga@un.org

## COORDINATION ET SERVICES

## COMMUNS

### Pour mieux répondre aux besoins des plus vulnérables, une coordination renforcée

En 2017, sous le leadership de la Coordinatrice Humanitaire, l'Équipe Humanitaire Pays (EHP) et les clusters s'attèleront à :

- Assurer une réponse humanitaire coordonnée au niveau national et au niveau régional ;
- Renforcer les liens avec les acteurs de développement pour la résilience des populations affectées.

Dans le cadre de la coordination intersectorielle, le groupe de coordination inter-clusters appuiera les divers secteurs aux niveaux national et régional ainsi que le traitement et la prise en compte des questions transversales. La conduite de missions inter-agences, la collecte et gestion de l'information, la promotion de la redevabilité envers les bénéficiaires ainsi que le suivi de la problématique de l'accès et de la coordination civilo-militaire sont autant d'éléments qui permettront une réponse coordonnée et efficace, basée sur les principes humanitaires.

Pour assurer la qualité de la réponse humanitaire, l'accent sera mis sur le renforcement de la coordination dans les régions, ainsi que sur la mise en œuvre de la stratégie pour la préparation à la réponse aux urgences. Par ailleurs, le renforcement des capacités des autorités locales et des ONGs nationales continuera.

Dans le cadre des activités de coordination civilo-militaire et d'engagement avec les groupes armés, des séances de sensibilisation sur les principes humanitaires, la coordination et l'espace humanitaire continueront à être organisées pour l'armée nationale, la MINUSMA, la force Barkhane ainsi que les groupes signataires de l'accord de paix.

### Des services communs adaptés pour faciliter la réponse humanitaire

Compte-tenu de la complexité de l'environnement opérationnel, OCHA et l'UNDSS travailleront davantage à la gestion de l'approche « Saving Lives Together » pour une meilleure évaluation des axes prioritaires. D'autre part, au regard de la situation actuelle, les services des opérateurs aériens mis à la disposition de la communauté humanitaire (UNHAS) contribueront à maintenir l'espace humanitaire et à assurer un accès sûr et sécurisé aux populations dans le besoin.

Le transport de passagers, de cargos et la possibilité d'organiser des évacuations médicales et sécuritaires sont autant d'éléments permettant de maintenir une présence et un accès humanitaire durable dans les zones les plus enclavées et les plus exposées à l'insécurité.

Enfin, dans l'optique de contribuer à la mise en œuvre d'un cadre de sécurité partagé, les organisations humanitaires pourront bénéficier de services adaptés à leurs besoins en termes de formation, de communication et de partage d'information, afin de mieux assister et protéger les populations les plus vulnérables.

# GUIDE DU DONATEUR

## CONTRIBUER AU PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE



Pour voir l'aperçu des besoins humanitaires, le plan de réponse humanitaire et les rapports de monitoring du pays, et donner directement aux organisations participant au plan, merci de visiter :

[www.humanitarianresponse.info/operations/mali](http://www.humanitarianresponse.info/operations/mali)

## DONNER PAR LE BIAIS DU FONDS CENTRAL POUR LES INTERVENTIONS D'URGENCE (CERF)



Le CERF apporte un financement initial rapide pour des actions vitales lors de l'apparition de situations d'urgence et pour les opérations humanitaires essentielles, et sous financées, lors de crises prolongées. Le CERF, géré par OCHA, reçoit des contributions de différents donateurs – principalement des gouvernements, mais aussi des compagnies privées, des fondations, des organismes caritatifs et des particuliers – réunies dans un fonds unique. Il est utilisé pour des crises partout dans le monde. Pour en savoir plus sur le CERF et sur comment donner, visiter le site web du CERF :

[www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate](http://www.unocha.org/cerf/our-donors/how-donate)

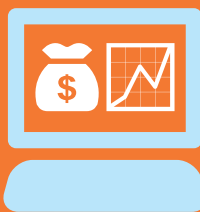
## AIDE D'URGENCE EN NATURE



Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des contributions en espèces, plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximum, ainsi que pour garantir que soient délivrés les biens humanitaires les plus urgents. Dans le cas où vous ne pouvez faire que des contributions en nature, en réponse aux catastrophes et aux urgences, merci de contacter :

[logik@un.org](mailto:logik@un.org)

## ENREGISTREMENT DE VOS CONTRIBUTIONS



OCHA gère le service de surveillance financière (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires rapportées (espèces, en nature, multilatérales et bilatérales). Son but est de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs pour leur générosité, et de montrer le montant total des financements ainsi que des manques dans les plans humanitaires. Merci de signaler vos contributions à FTS, soit par email à [fts@un.org](mailto:fts@un.org) ou par le biais du formulaire de contribution en ligne à <http://fts.unocha.org>

# PARTIE III: ANNEXES



Objectifs, indicateurs & cibles .....	32
Organisations participantes & financements requis .....	35
Chiffres de planification: personnes dans le besoin et ciblées ....	36
Et si ? ...on n'apporte pas de réponse .....	37

## OBJECTIFS, INDICATEURS & CIBLES

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°1 : Apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables (résidentes, retournées, déplacées et rapatriées) dans le nord du Mali, le centre et toute autre zone affectée par une crise, quelle que soit sa nature

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°2 : Renforcer l'accès des personnes vulnérables aux services de base (éducation, santé, nutrition et eau, hygiène et assainissement), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et aux services étatiques.

OBJECTIF STRATÉGIQUE N°3 : Renforcer les moyens de subsistance et la capacité de résilience des plus vulnérables, ainsi que la préparation aux urgences.

### ABRIS

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre d'habitations en banco réhabilitées ou construites pour les populations vulnérables	1 950
2	Nombre d'abris traditionnels distribués pour les populations vulnérables dans les régions du nord	850
3	Nombre de ménages vulnérables ayant reçu l'assistance en NFI	16 000

### EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de personnes ayant accès à une source d'eau potable adaptée à leur vulnérabilité	789 927
2	Nombre de centres de santé bénéficiant du paquet minimum WASH	244
3	Nombre de personnes ayant bénéficié d'une assistance en WASH d'urgence	634 232
4	Nombre de personnes sensibilisées aux bonnes pratiques d'hygiène	634 232

### EDUCATION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de filles et de garçons affectés par la crise ayant accès à des offres d'éducation formelles et non-formelles	162 197
2	Nombre d'enfants de l'école primaire/secondaire fréquentant l'école dans une classe où l'enseignant a été formé en appui psychosocial	67 500
3	Nombre d'enfants de l'école primaire/secondaire fréquentant une école où une cartographie des vulnérabilités et un plan d'intervention ont été préparés	75 000
4	Nombre de filles et de garçons qui bénéficient d'au moins un repas par mois	200 000

### NUTRITION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois avec Malnutrition Aigue Sévère admis et traités	107 000
2	Nombre d'enfants de 6 à 59 mois avec Malnutrition Aigue Modérée admis et traités	335 000
3	Nombre des femmes enceintes et allaitantes malnutries admises et traitées	49 000
4	Nombre d'enfants de 6 à 23 mois bénéficiaires de la Blanket feeding	114 768
5	Nombre de femmes enceintes et allaitants bénéficiaires de la Blanket Feeding	56 510



## PROTECTION

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de personnes formées ou sensibilisées en prévention et gestion des conflits	60 000
2	Nombre de personnes affectées ayant bénéficié des projets de rapprochement communautaire	200
3	Pourcentage de victimes de violations documentées qui ont été assistées pour l'accès à la justice	50
4	Nombre de personnes touchées par les activités d'éducation aux risques de mine/REG/IEE/ALPC	200 000
5	Nombre de structures communautaires de protection (y compris VBG et PE) mises en place ou encadrées et fonctionnelles	75
6	Pourcentage de filles et garçons retirés des forces et groupes armés ayant bénéficié l'opportunités de réintégration communautaires	80
7	Nombre de survivants de VBG identifiés qui accèdent aux services de prise en charge multisectoriel (désagregés par sexe/âge)	2 100
8	Nombre d'acteurs nationaux et partenaires internationaux ayant bénéficié d'une formation sur la protection (prévention et réponse)	640
9	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un appui pour la documentation civile	20 000

## RELÈVEMENT PRECOCE

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de préfectures, sous-préfectures, palais de justice réhabilités/construits	18
2	Nombre de bénéficiaires appuyés par des interventions de relèvement économique	3 000
3	Nombre de bénéficiaires des ouvrages communautaires construits/réhabilités	50 000

## SANTÉ

INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Complétude/promptitude des rapports SIS	1 248
2	Nombre de consultations curatives réalisées	1 368 205
3	Nombre de Clusters régionaux santé-nutrition fonctionnels	28

## SÉCURITÉ ALIMENTAIRE










INDICATEURS DU PAYS		CIBLE
1	Nombre de personnes affectées par les inondations ayant reçu des transferts saisonniers (en nature, espèces ou coupons)	99 500
2	Nombre de personnes affectées par les mouvements de population (déplacées/ retournées/ rapatriées) ayant reçu des transferts (en nature, espèces ou coupons)	95 450
3	Nombre de rations mensuelles reçues par les personnes affectées par les mouvements de populations (rapatriées/ déplacées/ retournées) par an	568 000
4	Nombre de membres de groupements, coopératives, associations de agriculteurs/ éleveurs ou AGR soutenus dans leurs activités	43 000

## ORGANISATIONS PARTICIPANTES &amp; FINANCEMENTS REQUIS

ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)
ACF - Spain	14 785 637
ACT Alliance / DanChurchAid	1 382 270
Adventist Development and Relief Agency	2 379 619
Agency for Technical Cooperation and Development	6 169 405
Association Jeunesse et Développement du Mali	560 268
BORNEfonden Denmark	2 039 946
CARE USA	4 102 433
Convergence d'Actions pour l'Environnement et la Santé	267 221
Cooperazione Internazionale - COOPI	989 946
Deutsche Welthungerhilfe e.V. (German Agro Action)	2 900 000
Femmes et Développement	1 800 000
Food & Agriculture Organization of the United Nations	14 600 000
Groupe de solidarité et d'appui au développement	68 062
Groupe Pivot Santé Population	1 364 122
Handicap International	1 198 038
Help - Hilfe zur Selbsthilfe e.V.	1 320 000
Initiative Malienne d'Appui au Développement Local	400 364
International Emergency and Development Aid Relief	4 262 300
International Medical Corps	1 253 572
International Organization for Migration	13 610 000
International Rescue Committee	11 034 670
Islamic Relief Worldwide	378 780
Luxembourg Red Cross	940 000
Mali Développement Rural	521 200
Medicos del Mundo	690 322
Mercy Corps	4 493 240
Mines Advisory Group	640 500
Mujeres en Zona de conflicto	176 531
Norwegian Refugee Council	6 178 379

ORGANISATIONS	BUDGET (US\$)
Oeuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel	173 579
Office for the Coordination of Humanitarian Affairs	5 026 007
ONG Rescate	201 000
ONG STOP - Sahel	1 232 266
OXFAM	4 419 550
Plan International	3 490 051
Première Urgence Internationale	2 489 000
Save the Children	592 4784
SECOURS ISLAMIQUE FRANCE	142 6771
Solidarité Internationale pour l'Afrique	1 567 052
Solidarités International	3 466 187
Terre des Hommes - Lausanne	887 377
United Nations Children's Fund	31 190 360
United Nations Department of Safety and Security	359 861
United Nations Development Programme	1 488 940
United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women	1 016 500
United Nations High Commissioner for Refugees	18 349 188
United Nations Humanitarian Air Service	9 102 866
United Nations Mine Action Service	2 721 224
United Nations Population Fund	2 558 065
World Food Programme	97 257 704
World Health Organization	1275 206
WHO	1275 206
WELTHEINGER	900 000
<b>TOTAL</b>	<b>296 130 363</b>

## CHIFFRES DE PLANIFICATION: PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES

Personnes dans le besoin	TOTAL			Par sexe et âge		
	Personnes ciblées	Personnes dans le besoin	Population Totale	% Femmes	% Enfants Adultes personnes âgées	
 Sikasso	67K	543K	3,3M	50%	56	41 3
 Koulikoro	95K	399K	3,1M	50%	56	41 3
 Kayes	189K	290K	2,9M	50%	56	41 3
 Segou	234K	434K	2,5M	50%	56	41 3
 Mopti	197K	423K	2,6M	51%	57	40 3
 Tombouctou	291K	661K	852K	52%	57	40 3
 Gao	250K	541K	685K	52%	58	39 3
 Kidal	21K	18K	86K	51%	57	40 3
 Bamako	15	390K	2,3M	50%	56	41 3
<b>Total</b>	<b>1,36 M</b>	<b>3,7M</b>	<b>18,3M</b>	<b>51%</b>	<b>56</b>	<b>41 3</b>



### UN NOMBRE ACCRU DE PERSONNES SE TROUVERONT EXPOSEES AUX MALADIES DIARRHEIQUES, AVEC UNE AGGRAVATION DE LA MALNUTRITION CHEZ LES ENFANTS ET DES CONFLITS D'ACCES A L'EAU

Des maladies diarrhéiques risqueront fortement d'apparaître, sapant les efforts de prise en charge de la malnutrition chez les enfants.

Les pénuries d'eau risqueront d'engendrer des tensions autour des points d'eau existants entre les communautés fragilisées par le conflit, mais aussi des mouvements de populations pouvant conduire à des affrontements entre populations nomades et sédentaires.

En l'absence de points d'eau potable facilement accessibles, la collecte d'eau exposera les femmes, filles et garçons à des risques élevés de protection, ainsi qu'à abandonner l'école.



### LA FAIBLE RESILIENCE DES PERSONNES AFFECTEES REDUIRA LEUR CAPACITE D'ADAPTATION ET LES RENDRA PLUS VULNERABLES AUX CRISES

L'absence de paix et de sécurité, l'insuffisance des services sociaux et économiques de base, et le manque d'opportunités de moyens d'existence rendra les populations plus vulnérables à la violence et aux catastrophes naturelles.

L'impact réduit de l'approche intégrée handicapera la capacité des communautés à saisir les dividendes du relèvement économique et social. Les progrès réalisés sur le plan de la stabilisation politique, sociale et économique seront compromis.



### DEGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION SURTOUT DANS LES REGIONS DU NORD ET DU CENTRE

Les foyers de tension risqueront de se voir exacerbés, ainsi que les conflits inter et intra-communautaires.

Les violences basées sur le genre, en particulier les violences sexuelles, pourraient s'accroître.

Les violences, abus et exploitation des filles et garçons risqueront d'être aggravées, de même que leur exposition au recrutement par les groupes armés.

Les personnes sans document d'état civil rencontreront des difficultés à faire prévaloir leurs droits citoyens.



### LE MANQUE D'ÉDUCATION RENFORCERA LES CONFLITS ET LA VIOLENCE

Environ 300 écoles risquent de rester fermées pour l'année scolaire 2016/17. Les 200 000 enfants ciblés n'auront pas accès à l'éducation et seront exposés aux risques d'abus et d'exploitation, incluant la mendicité, le travail infantile, la violence sexuelle, le mariage précoce, la toxicomanie, l'activité criminelle et le recrutement par les groupes armés. Faute de perspectives d'avenir, ces enfants risquent de contribuer à perpétuer le cycle des conflits et de la violence.



### RISQUE ACCRU D'ÉPIDÉMIES ET DE MORTALITÉ INFANTILE

L'accès aux soins sera limité et de qualité moindre.

Des épidémies risqueront d'éclorre, notamment la rougeole, le paludisme et le choléra.

L'absence de soins obstétricaux d'urgence pourra provoquer une augmentation de la mortalité maternelle.



### LES TAUX DE MORTALITÉ ET DE PRÉVALENCE DE LA MALNUTRITION AUGMENTERONT

L'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes se dégradera. Les taux de mortalité et de vulnérabilité des enfants et des jeunes augmenteront.

Les structures gouvernementales ne seront pas appuyées pour assurer la surveillance nutritionnelle et prendre en charge les cas de malnutrition.



### LE MANQUE D'ASSISTANCE EN ABRIS/NFI CONSTITUERA UN DÉFI FAISANT OBSTACLE AU RETOUR

Les personnes affectées continueront à vivre dans des abris délabrés et manquant de couchages. La promiscuité dans les espaces de vie pourra engendrer des problèmes de santé, d'hygiène et de protection.

Les ménages vulnérables connaîtront des difficultés à stocker l'eau et préparer la nourriture. Cela augmentera la vulnérabilité des populations déplacées, retournées et rapatriées, ainsi que des populations d'accueil.



### LA PHASE DE CRISE POURRAIT SE TRANSFORMER EN PHASE D'URGENCE

Sans assistance alimentaire, les personnes ciblées dans la phase 3 crise pourraient basculer dans la phase 4 urgence : déficits alimentaires extrêmes engendrant une malnutrition aiguë très élevée ou une mortalité excessive ; perte extrême des avoirs relatifs aux moyens d'existence, entraînant des déficits de consommation alimentaire ; taux de malnutrition aiguë supérieurs à la normale ; capacité de couvrir le minimum des besoins alimentaires réduite, conduisant à des déficits de consommation alimentaire.

Ce document est produit au nom de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires.

Ce document donne la compréhension de la crise partagée par l'Equipe Humanitaire Pays, y compris les besoins humanitaires les plus urgents, et reflète la planification conjointe de la réponse humanitaire.

La désignation employée et la présentation des données dans ce rapport ne suggèrent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'Equipe Humanitaire Pays et ses partenaires, quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ou quant au tracé de leurs frontières ou limites.



<http://www.unocha.org/mali>



<http://www.humanitarianresponse.info/en/operations/mali>



@OCHA\_Mali